

tribune

socialiste

HEBDOMADAIRE
DU PARTI SOCIALISTE
UNIFIE

N° 528, 150 F.

JEUDI 2 MARS 1972



AUJOURD'HUI 15H : UN OUVRIER
A ETE ABATTU DE SANG-FROID
PAR UN FLIC DE RENAULT

Gants blancs et autogestion

Un vrai débat a eu lieu l'autre soir à la télévision entre Edmond Maire et Joseph Fontanet. Un vrai débat, c'est celui au cours duquel les forces et les faiblesses des thèses en présence sur le sujet donné apparaissent clairement. Voilà pourquoi les débats entre un U.D.R. et un membre du parti communiste sont toujours insipides, à l'exemple du dernier duel Habib-Deloncle-Roland Leroy : Chacun s'ingénie toujours à éviter le thème du débat pour engager des batailles de sourds sur la liberté en U.R.S.S. et la politique des grands monopoles en France. A chaque fois, deux systèmes clos s'affrontent ; à chaque fois l'image du socialisme vieillit un peu plus et le capitalisme se fait plus dominateur.

Entre Maire et Fontanet, le débat était ouvert. On a vu la force de l'un : sur chaque cas d'exploitation évoqué par le leader de la C.F.D.T. — et ils furent nombreux et très représentatifs de millions d'autres cas — le ministre du Travail fut incapable de répondre. Et surtout, il y a eu cette démonstration extraordinaire de ce qu'est la démocratie en régime capitaliste ; une démocratie qui s'exerce en gants blancs dans des lieux aseptisés qu'on appelle bureaux de vote. Mais quand il s'agit de promener une caméra dans une usine, alors la loi et l'ordre du patronat règnent ; les portes vers l'extérieur, vers l'air libre, restent irrémédiablement fermées : personne n'a le droit de voir de visu ce que sont les conditions de travail dans une usine. Les travailleurs ont seulement le droit d'y peiner sans que quiconque en sache rien.

On a vu la force de Fontanet. Le taux des accidents du travail décroît ; la proportion des tâches répétitives par rapport aux tâches de surveillance ou de conception décroît également. Ces phénomènes s'inscrivent naturellement dans la logique du développement économique mais

le ministre a su habilement tirer la couverture à lui.

De même, il a réussi à entraîner Edmond Maire dans un guet-apens dont celui-ci n'est pas parvenu à sortir : le problème du choix entre un abaissement de la pénibilité du travail et la poursuite d'un taux de croissance élevé. Maire n'a pas su répondre que cela est un faux problème. Le combat pour le socialisme n'a pas pour enjeu des cinq pour cent par an de production supplémentaire, mais bien l'orientation générale de toute l'activité productive. Dès lors, ce sont toutes les finalités de l'activité économique qui sont mises en cause et rien ne permet de dire que dans ces conditions, de nouveaux modes d'organisation du travail ne seront pas mieux adaptés pour atteindre les nouveaux objectifs.

Enfin, on a vu la faiblesse de Maire. Etait-ce volontaire ou non, le thème de l'autogestion avait été relégué par les organisateurs de l'émission en fin de débat, quand on est sûr qu'il ne reste pas beaucoup de temps. Reste que pendant ces dix courtes minutes, l'idée d'autogestion n'a pas beaucoup avancé. Edmond Maire n'a donné que des explications assez confuses sur l'inter-relation des plans d'entreprise et des plans régionaux et nationaux, et Fontanet n'a pas manqué de souligner cette confusion. Ajoutons que cet aspect de l'autogestion, si important soit-il, est loin de la définir en son ensemble. Mais il ne faut pas accabler le secrétaire de la C.F.D.T. car aucune organisation politique ou syndicale n'a pour le moment de conception très claire de l'autogestion. C'est une des leçons majeures de cette émission constructive, que ce thème doit être sérieusement travaillé par les socialistes pour fournir une alternative solide aux structures de la gestion capitaliste.

J. Gallus.



Autodafés

A Nuremberg, lors des grandes fêtes national-socialistes, on brûlait les livres « malsains ». Bien entendu, on s'était juré, après la guerre, de ne plus revoir « ça ». Pourtant, c'est dans notre bon vieux terroir qu'on est en train de voir « ça ». A Tours, précisément ; là-bas, un individu a choisi les fonctions de maire pour satisfaire ses complexes de pense-petit refoulé. Il avait commencé par interdire les publicités « osées » dans les cabines de bus ; cela n'a pas suffi, cette semaine, il vient de faire détruire — pas interdire, détruire — une toile d'une exposition. A quand les autodafés hitlériens et les bûchers de l'Inquisition ?

Chèques Postaux

Grève aux Chèques Postaux de Paris lundi dernier : pour la première fois, plusieurs centaines d'employées — sur les 12.500 que comptent les trois centres — se sont rendues au siège du ministère des P. et T. pour faire aboutir leurs revendications.

Elles réclamaient de pouvoir prendre leurs congés annuels pendant les mois d'été. Cette revendication mobilise une grande partie d'entre elles, qui ne peuvent, par le jeu des priorités, trouver en mai ou en octobre, le soleil indispensable à un repos convenable. Cette lutte prolonge les actions sur la réduction des cadences inhumaines et l'obtention du samedi libre.

La C.F.D.T. — qui mène le combat — avait lancé l'ordre de grève. Après avoir freiné les délégations de masse dans les services, la C.G.T. s'était timidement jointe au mouvement. Bousculée sur le terrain, elle ne sut qu'appeler à se plier aux exigences de la direction, qui mettait la reprise du travail en préalable à toute audience avec les employées.

En toile de fond de cette lutte, l'introduction en 1974 de l'électronique dans les services qui amènera des compressions de personnel. « Organisons dès maintenant le combat contre les réductions d'emploi », scandaient lundi les grévistes.

Au hit-parade

Un vendredi soir de janvier, tard dans la soirée, sur les ondes d'un poste périphérique. De la musique plus ou moins douce, de la publicité, des propos « parisiens ». Et puis, tout à coup, on tend l'oreille : ça commence — mais si, mais si — à parler politique : Franck Ténot raconte, comme ça, en badinant, à son ami Michel Lancelot qu'il vient de lire un article abominable dans *France-Soir*, sur l'autogestion ; signé : Michel Rocard. Bien sûr, il dit aussi qu'il a été, dans sa jeunesse (sous-entendez : quand je ne savais pas ce que je faisais) un « farouche » partisan de l'autogestion (sic !). Mais il ajoute (on commençait à s'inquiéter) que désormais, il a rangé ça au rayon des utopies et accessoires... Et pendant une dizaine de minutes, il explique pourquoi il est contre : « T'as déjà assisté à une assemblée de copropriétaires ? » — « Non, pourquoi ? » — « Parce que chacun parle pour son escalier, son appartement, ses petits problèmes ; pas le moindre souci du collectif... Eh bien mon vieux, c'est ça l'autogestion !... »

Passons sur la caricature scandaleuse : la conversation continue à être intéressante. Michel Lancelot l'interrompt : « C'est pas parce que tu es devenu patron d'une entreprise de presse, que tu es contre l'autogestion ? » — « Tiens, tiens, la précision est intéressante, d'autant que l'entreprise en question est prospère... L'autre, bien entendu, se refuse, mais Lancelot poursuit : « Et ça ne te paraît pas normal que ce soient les ouvriers dans un atelier qui déterminent leurs propres cadences ? » — « Bonne question — car survient l'aveu : « Absolument pas. Les cadences doivent être déterminées

en fonction des impératifs de la production, par celui qui construit la machine... »

Eh bien, nous y voilà. Anecdote ? Peut-être, et peu importe. Il reste intéressant d'entendre un patron affirmer que pour lui ce n'est pas l'ouvrier, c'est la machine qui compte — et ses « impératifs de production ».

St-Martin d'Herès

L'Association des parents d'élèves — Cornec — a fait voter en octobre 1971, en conseil d'administration un texte demandant une nouvelle fois la nationalisation du C.E.S., des nominations de professeurs en éducation physique, musique, travaux manuels, et des locaux pour l'éducation physique.

Cette motion appuyée par la signature de huit cents familles n'a produit aucun effet. Devant cette situation, l'Association décide de demander aux parents dans un questionnaire de faire grève les 12 et 26 février. Plus de six cents répondent oui, une cinquantaine disent non.

Entretiens, devant les menaces d'action, le préfet annonce au maire que le C.E.S. est placé en « bon rang » pour la nationalisation et qu'il attend la réponse du ministère.

Le 12 février, il n'y a que cinquante enfants au C.E.S. sur mille cent, les professeurs ne faisant pas grève afin que la démonstration de la volonté des parents soit plus éclatante.

Le rectorat indique qu'il n'a pas les moyens de faire face aux revendications légitimes !

Le 26-2 pour obtenir une réponse ferme il n'y a que six enfants au C.E.S. sur mille cent.

Cent parents assistent à l'Assemblée générale dans le C.E.S.

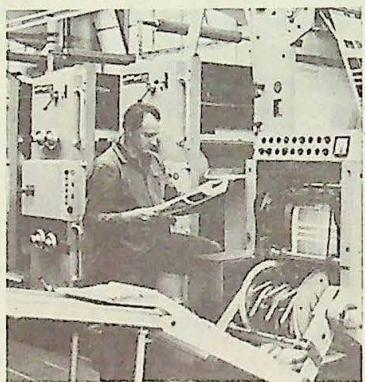
La section P.S.U. et ses élus ont expliqué comment l'Etat pompe les finances des communes, et montre que seule l'action paye. Tracts et affiches ont été édités.

Au sommaire

MILLE enseignants se révoltent contre la répression. Le manifeste (p. 6) n'est qu'un premier pas dans l'action.



L'ASSASSINAT du camarade Overney a montré ce qu'est la loi du patronat quand les militants révolutionnaires cherchent à ouvrir les usines. La manifestation de Charonne, par son ampleur, a montré la détermination populaire à lutter contre le terrorisme de toutes les formes du pouvoir bourgeois (pages centrales).



JOURNALISTES et ouvriers du livre découvrent aujourd'hui qu'ils sont des salariés comme les autres. Les patrons de la presse le savaient, eux, depuis longtemps. « T.S. » fait le point pages 13 et 14.



EN Italie, le système politique se trouve à nouveau dans l'impasse. Il va tenter de trouver une issue par des élections anticipées. Dans ces conditions, et après avoir donné la parole il y a quinze jours au groupe « Il Manifesto », l'analyse de la situation sociale par un des principaux leaders syndicaux italiens, revêt un intérêt considérable (page 16).

Les militants et les masses

Cette semaine fut lourde. Les événements qu'elle a connus doivent conduire à s'interroger notamment sur les objectifs de la diplomatie chinoise et sur les contradictions internes de l'impérialisme américain. Il y a de fortes chances que l'avenir fasse apparaître la visite de Nixon en Chine et les conséquences qu'elle a eues comme l'événement essentiel de toute cette période. Tribune Socialiste s'essayera à en juger la semaine prochaine. Mais une évaluation politique complète suppose levés bien des doutes et des incertitudes que l'état présent de l'information laisse ouverts.

Aussi m'a-t-il paru important de souligner deux autres événements survenus cette semaine. Tous deux sont lourds de signification pour les militants socialistes pour qui comme pour nous ce mot n'a de sens que révolutionnaire.

Un homme est mort, froidement assassiné par un membre de la police interne de la Régie Renault. Devant le scandale que constitue l'existence même de cette police, et plus encore le fait qu'elle commence à s'armer, le Parti Socialiste Unifié a immédiatement manifesté son indignation, et s'est joint ensuite à la protestation commune des organisations révolutionnaires. L'importance de la manifestation de lundi montre avec quelle vigueur et quelle rapidité de réplique les militants révolutionnaires entendent répondre à des actes de cette nature. Mais cette capacité de riposte n'a rien pour surprendre, c'était bien le moins qu'on doive attendre de nos organisations. De même, hélas, le fait que les policiers du capital n'aient pas d'autres réponses que le pistolet quand la nature du conflit de classes échappe à leur autoritarisme est aussi compréhensible qu'il est scandaleux.

Mais il faut aussi s'interroger sur la réponse ouvrière à la Régie. Il s'est trouvé un syndicat, la section C.F.D.T. de la R.N.U.R.-Billancourt, pour affirmer immédiatement son refus total d'une milice interne de cette nature, et pour convier les travailleurs à un débrayage en signe de protestation. Or le débrayage a été très peu suivi.

Voilà qui montre déjà que les camarades, pour qui les organisations syndicales sont de manière permanente un frein aux luttes de masse, feraient bien d'y regarder à deux fois. De plus, malgré le courage de la section syndicale en question, un refus aussi massif de solidarité sur les lieux mêmes de l'assassinat ne peut avoir qu'une signification. Les militants maoïstes n'avaient probablement pas pris les meilleurs moyens de se faire comprendre et accepter de la masse des travailleurs. Les excès de leurs prises de position avaient détourné d'eux la

sympathie ouvrière. La coupure entre une organisation révolutionnaire et la masse des travailleurs est ce qui peut lui arriver de pire. Naturellement les positions prises par le P.C. et la C.G.T. visaient à aggraver une telle coupure.

Disons-le fortement : les travailleurs de la Régie risquent par leur absence de réaction d'encourager la milice interne à s'armer plus largement. Mais il reste que l'ensemble des événements de Renault doit faire réfléchir tous les militants révolutionnaires sur leur pratique dans l'entreprise.

Faut-il en conclure pour autant que les travailleurs ont sombré dans le réformisme le plus plat, que l'espérance révolutionnaire a déserté la classe ouvrière et que même quand il apparaît sous son aspect le plus ignoble le capitalisme est finalement accepté ? Certainement pas.

Un deuxième événement sur-

venu cette semaine montre au contraire que l'attente d'un changement très profond et de nature socialiste gagne du terrain en France. Mais il faudrait pour concrétiser cette attente qu'un projet socialiste crédible traduise en termes concrets la volonté réelle des travailleurs. On n'en est pas encore là. C'est tout le sens du projet « La Révolution qu'est-ce que c'est ? » dont le P.S.U. prépare actuellement l'élaboration collective. Même si ce n'est encore qu'un projet, il est tout à fait fondamental de noter qu'il correspond à de larges aspirations collectives.

L'événement qui le montre est la publication d'un sondage, celui qui fut réalisé par la SOFRES à propos de l'émission « à Armes égales » qui opposa Edmond Maire au ministre du Travail.

Beaucoup de questions sont significatives. N'en observons que deux.

Question : Avec laquelle de ces deux opinions êtes-vous le plus d'accord ?

— Pour améliorer la situation des Français, il faut faire certaines réformes, mais sans mettre en cause l'organisation actuelle de la société ..	45 %
— On n'améliorera pas réellement la situation des Français par de simples réformes. Ce qu'il faut, c'est transformer profondément l'organisation actuelle de la société française	44 %
— Sans opinion	11 %
	100 %

Question : Pour chacune des choses suivantes, par qui vaudrait-il mieux que les entreprises soient dirigées ?

		Par l'Etat	Par des représentants élus par tout le personnel	Comme elles le sont actuellement	Sans opinion
Le niveau des salaires ..	100 %	13	54	19	14
Les conditions de travail ..	100 %	10	59	20	11
Le rendement de la production	100 %	9	46	26	19
La sécurité de l'emploi ..	100 %	39	34	13	14
Le développement de l'entreprise (investissements, conquête de marchés, etc.)	100 %	21	30	27	22

Ainsi les aspirations des travailleurs apparaissent clairement. Non seulement, ils rejettent les conditions de travail qui sont les leurs, ainsi que le système de direction des entreprises, mais ils ne font nulle confiance à l'Etat pour résoudre ces problèmes : ce sont les représentants élus du personnel qui doivent prendre toutes les responsabilités. Ceux qui aiment dire et écrire que l'idée de l'autogestion est étrangère à la classe ouvrière, se voient ainsi infliger un démenti éclatant. Les militants révolutionnaires, eux, ne pourront qu'être encouragés, dans la voie qu'ils ont prise.

D'autant plus, que dans le même temps, et avec une parfaite cohérence, une partie très importante de l'opinion, déclare qu'il ne suffit pas d'effectuer quelques réformes. Ce qu'il faut c'est transformer profondément l'organisation actuelle de la société française.

Le chemin à suivre nous est donc clairement indiqué. Il ne s'agit pas de rassurer et de conforter, mais d'oser. Que toutes les organisations révolutionnaires prennent leurs responsabilités. Pour notre part nous entendons bien prendre les nôtres.

Michel Rocard

VIENT DE PARAITRE

7^e CONGRES DU P.S.U.

LILLE - JUIN 1971

LE ROLE DU P.S.U.

LES TEXTES DU CONGRES

L'exemplaire F 4,00
par 10 exemplaires F 3,50
par 50 exemplaires F 3,30

Paiement à la commande à adresser à :

TRIBUNE SOCIALISTE

9, rue Borromée - Paris (15^e)

C.C.P. 58-26-65 Paris

Les élus locaux : exprimer clairement la rupture vis-à-vis du système

Le 26 février dernier, les élus locaux du P.S.U. se sont réunis au siège du parti pour faire le point de leurs expériences et de leurs luttes.

La discussion a surtout porté sur les relations entre les élus et les différentes instances du parti, les élus ayant trop souvent tendance à être considérés et à se considérer comme marginaux.

Au nom du Bureau national, Michel Rocard et François Soulage ont rappelé combien, en fonction de la stratégie du parti, il ne pouvait être question de se désintéresser des institutions qui, comme les municipalités, peuvent permettre une rupture clairement exprimée vis-à-vis du système capitaliste. La présence aux élections et le fait même d'être élu permet aux militants de juger du rapport de forces avec le réformisme et de constater le degré de politisation des luttes.

En ce sens, la présence aux législatives de 73, doit représenter une étape dans le travail entrepris et permettra de faire le point.

Parce que les forces réformistes axent désormais toute leur campagne sur ces élections, nous devons nous attendre à un combat rude pour les militants révolutionnaires. C'est pourquoi, dès aujourd'hui, le P.S.U. doit affirmer sa présence à cette échéance au nom même des luttes que mènent les travailleurs, et pour leur donner la possibilité d'exprimer leurs choix fondamentaux.

Les élus ont un rôle important à jouer puisqu'ils ont déjà affronté les élections et que les travailleurs ont ainsi exprimé leur accord avec la politique qu'ils tentent de mener.

Mais la discussion a montré les difficultés procurées aux sections par la présence à la municipalité de militants qui sont souvent parmi les plus dynamiques, les sections qui avaient

pourtant pris en charge les candidatures, ont tendance à oublier que les élus ne doivent être que des relais par rapport à l'action de masse et en tout cas par rapport à l'action des militants.

Un travail municipal coupé de relations avec la lutte des travailleurs ne correspond plus à rien pour un militant révolutionnaire. Il est apparu très clairement, dans la discussion, que la responsabilité est donc double, tant au niveau des élus qu'au niveau des sections.

Cependant, les responsables de la commission ont souligné l'ambiguïté qui résulte de la prise en charge du problème des élus par le secteur cadre de vie. Les élus ne doivent pas oublier leur responsabilité en matière d'emplois, de loisirs, pour lutter dans ces secteurs contre le capitalisme sous ses différents aspects. Le rôle que doit jouer une municipalité des travailleurs intéresse tous les secteurs de la vie politique, c'est-à-dire aussi bien les travailleurs dans l'entreprise que hors de l'entreprise. C'est ainsi que des représentants des secteurs entreprise, agricole, culturel et voyages ont participé aux débats.

Les élus eux-mêmes ont reconnu que, si le cadre de vie était souvent leur principal terrain d'action, ils ne souhaitent pas s'y consacrer de façon permanente et souhaitent progressivement s'intégrer à la vie des autres secteurs.

Cette intégration ne pourra se faire, chacun en est conscient, que très progressivement et en fonction de mots d'ordre précis.

Les élus ont, également réfléchi sur les conditions dans lesquelles ils doivent agir face à la loi Marcellin de regroupement des communes. La position adoptée a été unanime, elle résulte d'un travail effectué au préalable par les fédérations de la Loire, Loire-Atlantique, Haute-Normandie, Loiret et les quatre fédérations bretonnes.

Cette position commune est maintenant la position officielle du parti. Reste à mettre en application, les modalités de lutte qu'elle sous-entend.

Positions des élus du P.S.U. sur les regroupements et fusions de communes

La loi du 16-7-1971 aura deux conséquences :

- Oter à quelques municipalités ouvrières la dernière parcelle de pouvoir qui leur reste ;
- Permettre à l'Etat, par l'intermédiaire des préfets, d'exercer sa tutelle sur une concentration urbaine importante, offrant ainsi au système capitaliste les interlocuteurs qui lui permettront de s'assurer la maîtrise du développement économique et urbain.

Le P.S.U. est conscient de la nécessité pour certaines communes de se regrouper pour mieux résoudre les problèmes économiques, sociaux et politiques qui se posent à leur population.

L'application de la loi du 16 juillet 1971 dans le système actuel, capitaliste et centralisé, va aboutir à la construction d'unités de gestion qui ne permettront pas aux travailleurs d'élaborer et de contrôler l'action municipale.

Dans l'immédiat, le P.S.U. exige une réforme comportant notamment :

1) Une décentralisation administrative qui s'effectuerait à partir d'unités de base, soit le village, soit le quartier autour d'un minimum d'équipements, gérés démocratiquement. Ces unités de base étant regroupées au sein d'une collectivité capable d'assurer la réalisation et la gestion des équipements nécessaires à ce niveau (plan d'urbanisme, grands travaux d'infrastructure, transports en commun, etc.). Il est opposé à une extension de ces collectivités qui rendent impossible l'exercice du contrôle des travailleurs.

2) Une réforme des finances locales assurant aux collectivités locales les ressources nécessaires en les libérant de la tutelle de l'Etat.

La loi du 16 juillet 1971 ne répond nullement à ces préoccupations ni par la procédure adoptée, ni par les dispositions qu'elle prévoit.

Les élus P.S.U. n'admettent pas qu'il revienne aux préfets ou à la commission départementale le pouvoir d'imposer un regroupement de quelque nature que ce soit. L'initiative et la décision auraient dû rester aux populations concernées, préalablement informées. Face à la loi qui nous est imposée, les élus du P.S.U. feront avec les populations qu'ils représentent les choix qu'ils jugeront les plus conformes aux intérêts des travailleurs. Mais il ne faut pas se leurrer, la position qui sera finalement adoptée, quelle qu'elle soit, ne permettra pas une véritable gestion démocratique des collectivités. Ce qui implique de la part des militants ou élus P.S.U. de poursuivre l'action auprès des populations pour dénoncer l'emprise du capitalisme sur la vie locale.

Le P.S.U. considère que le développement des objectifs qu'il met en avant ne pourra être atteint que dans le cadre d'un système socialiste instituant de nouvelles structures communales et régionales.



Penarroya

Les travailleurs immigrés en lutte

Penarroya, Skazal, Girostel sont trois usines où depuis un mois les travailleurs immigrés luttent. Le patronat a tout essayé pour démanteler ces luttes. Soutenues par le mouvement révolutionnaire, elles ont donné un sens au mot « unité des travailleurs ». A Skazal, la lutte a été victorieuse, à Girostel (Le Bourget) également.

A Lyon, les travailleurs de Penarroya ont été agressés par les flics dans la nuit du jeudi 24 au vendredi 25 février. Dix cars de gardes mobiles, des bulldozers... Le patronat ne lésine pas sur les moyens. A Lyon, ils expulsent, à Renault, ils assassinent. Dans les deux cas, le P.C.F. y a vu un combat gauchiste. Ce n'est pas un hasard.

La lutte de Penarroya est ici expliquée par nos camarades de Lyon. Une manifestation regroupant 1.500 personnes a eu lieu à Lyon lundi 28 pour protester contre l'agression policière. Mais la grève continue avec l'occupation des foyers. Il faut la soutenir ! Un comité de soutien a été constitué. On peut le contacter en téléphonant au 326.62.43.

Depuis le 9 février, plus de cent ouvriers maghrébins occupent leur usine à Gerland. Leur second cahier de revendications (déposé le 25 janvier) n'a toujours pas été ouvert. Les préalables de la direction (évacuation au moins partielle de l'usine) se heurtent à la détermination consciente et claire des grévistes qui font preuve d'unité exemplaire.

Leurs revendications (en 19 points détaillés) se résument ainsi :

- augmentation uniforme des salaires de 1 franc et retour aux 40 heures hebdomadaires ;

- amélioration des conditions de sécurité, d'hygiène et de logement (foyer-taudis) ;

- contrôle des ouvriers sur les analyses et examens médicaux qui ne leur sont pas communiqués.

Jusque-là, rien de très classique dans cette lutte ouvrière. Ce qui l'est moins, c'est la manière dont les travailleurs immigrés ont organisé leur lutte. Avant de démarrer une section syndicale à l'usine de Gerland (Lyon 7^e), ils ont pris le temps de se concerter et ont créé la section avec 80 % des effectifs du personnel. L'exemple leur en est venu de leurs camarades de Saint-Denis (autre usine de Penarroya dans la région parisienne) qui les avaient prévenus par une lettre rédigée collectivement de leur projet, envoyée également à la troisième usine du trust, à Escaudœuvre (Pas-de-Calais).

Les cahiers de revendications ont été rédigés en commun ; les assemblées générales ont joué un grand rôle.

Dans l'usine, une lutte forte et unie

Les conditions de lutte que les travailleurs de Penarroya se sont données permettent une action unanime rarement rencontrée :

- Toutes les décisions concernant les revendications et la grève elle-même ont été décidées en assemblées générales.

- La grève a été préparée d'assez longue date (juin 71). La mort d'un camarade, par accident du travail, le 19 décembre, a renforcé l'urgence d'une lutte exigeante et déterminée.

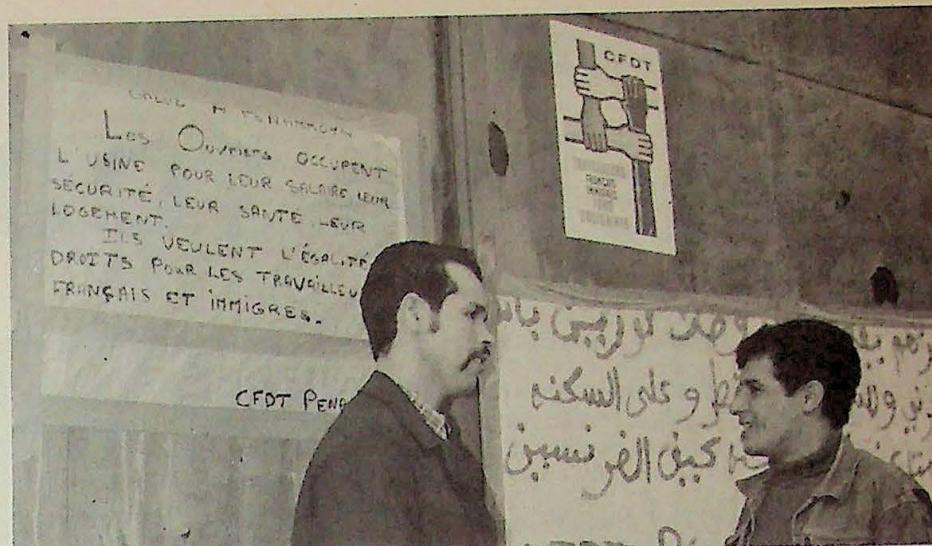
Une équipe a réalisé avec l'aide des travailleurs un film-document qui présente en contrepoint les paroles du « baron Guy de Rothschild » (président du trust), au cours de la réception au nouveau siège de la société à Paris, tandis que défilent sur l'écran les images des foyers-taudis et des installations sordides des fours de plomb et d'aluminium.

Enfin, des délégués des trois usines se sont rencontrés déjà plusieurs fois et ont alerté leurs camarades des usines Penarroya de la région Rhône-Alpes.

Hors de l'usine, la lutte s'organise

Que peuvent-ils seuls, avec leur simple volonté ?

Dès le commencement de la grève, un comité de soutien s'est formé.



« Il nous faut 20.000 francs par semaine » pour tenir. Les Comités de défense immigrés se sont immédiatement organisés pour diffuser l'information sur la grève et les revendications, organiser les collectes de soutien sur les marchés populaires, inviter la population dans les quartiers à la projection du film suivie d'un débat avec délégation des grévistes.

Dans le travail de préparation de la grève, les travailleurs avaient expliqué aux paysans du C.D.J.A. (Centre Départemental des Jeunes Agriculteurs) les raisons de leur grève. Depuis le début du mouvement, tous les deux jours, arrive à l'usine une camionnette de légumes, fruits, volailles, œufs...

Dans le cadre syndical, l'U.D.-C.F.D.T. organise la solidarité dans les usines de l'agglomération (tracts, appui des revendications, collectes...).

Un gala organisé par la C.F.D.T. et par le Comité de soutien a rassemblé 2.700 personnes, samedi dernier, avec la participation gratuite de Léo Ferré.

L'enjeu de la grève

Dans un petit bulletin qu'ils réalisent en français et en arabe, (« Nouvelles »), les travailleurs de Penarroya disent dès le 10^e jour de grève : « Dans les usines, les quartiers, l'explication de notre lutte donne du courage à nos frères immigrés, particulièrement à ceux qui sont comme nous étions il y a six mois, sans organisation. »

Les grévistes sont donc conscients que leur lutte concerne tous les travailleurs immigrés de l'agglomération (145.000).

Le soir du gala, les grévistes ont rédigé une banderole pour la Bour-

se du Travail : « Penarroya, un appel à tous les travailleurs immigrés et français : unité et lutte ».

Pour assurer concrètement les jonctions entre les travailleurs en lutte dans l'usine et toutes les autres formes de soutien extérieur, les faits nous montrent ce qui conditionne cette victoire et l'enjeu qu'elle contient :

- Au sein du trust Penarroya, les travailleurs de Gerland ont eu le soin d'informer constamment les autres usines d'affinage du trust (Saint-Denis, Escaudœuvre), ainsi que d'autres comme Noyelles-Godault (Pas-de-Calais), les mines de La Plagne et Largentière ; ils se sont constamment tenus au courant de leurs réactions, projets et luttes.

Pour des raisons de divergences syndicales (C.F.D.T. à Lyon, C.G.T. à Saint-Denis et Escaudœuvre), la grève ne s'est pas étendue, ou a stoppé comme à Saint-Denis. Pourtant, comme les travailleurs de Gerland l'affirment dans « Nouvelles N° 2 », « notre grève aide nos frères d'Escaudœuvre » (amélioration de l'aération), « Nos frères de Saint-Denis s'appuient sur notre lutte pour refaire leur unité... ».

- Les actions de soutien extérieur, nécessitaient également de se coordonner sous le contrôle du comité de grève lui-même.

- Présents depuis le commencement de la grève auprès des grévistes et en lien permanent avec eux, de nombreux militants du P.S.U. sont pleinement partie prenante de cette lutte.

Il y a eu une convergence de mouvements qui fait de la lutte de Penarroya une lutte de masse contre le même ennemi, les mêmes exploités, le même système capitaliste nommément désigné dans le groupe Rothschild. □

A paraître en mars 1972

Yvan Craipeau LE MOUVEMENT TROTSKYSTE EN FRANCE

Des origines aux enseignements de Mai 68

Yvan Craipeau, qui a lui-même joué un rôle très important dans les trotskysme français des origines jusqu'en 1947, fait dans cet ouvrage le bilan des tentatives opérées par ce courant pour construire le parti révolutionnaire nécessaire à notre époque.

Jusqu'au 15 mars, ce livre peut être commandé en souscription aux
EDITIONS SYROS, 9, rue Borromée-Paris 15^e,
C.C.P. 19 706 28, Paris.

Prix de vente public : 18 F — En souscription : 15 F
En souscription par 10 exemplaires 12 F



Appel de 1000 enseignants

Plus d'un millier d'enseignants ont déjà signé le manifeste que nous reproduisons ici. Plus qu'un acte de solidarité, ce texte marque la relance d'un combat contre toutes les formes de répression dans l'école.

Les signatures sont à envoyer à Jean QUENNE, 59, avenue du Général-Leclerc, 94-Kremlin-Bicêtre.

T.S. reviendra dans ses prochains numéros sur les suites de cette action.

T.S.

La crise de l'enseignement ne peut plus être masquée. Tous les jours la presse fait écho d'un « malaise » qui s'accroît dans les C.E.S., C.E.T. ou lycées.

— Un enseignant sur quatre, auxiliaire, vivant sans garantie d'emploi, sans stabilité : est-ce normal ?

— Des locaux surpeuplés, des classes de 35-40 élèves, des enseignants épuisés : est-ce normal ?

— Des élèves qui s'ennuient, se révoltent ou se réfugient dans la passivité : est-ce normal ?

— Un enfant sur deux en retard d'un an au moins à l'issue du CM2 : est-ce normal ?

— Une école qui fonctionne comme une machine à sélectionner (25 % vers le lycée, 75 % vers l'enseignement dit « court » qui « prépare » à la vie active, c'est-à-dire aux emplois subalternes d'une société hiérarchisée ou au chômage, est-ce normal ?

— Certains parents réactionnaires, d'autres mal informés, qui surveillent nos propos, notre travail, est-ce normal ?

— Des inspecteurs, représentants d'un Etat omnipotent, qui viennent nous juger arbitrairement, est-ce normal ?

— Des enseignants suspendus, mutés ou radiés pour avoir voulu rendre leur enseignement plus adapté à leurs élèves, est-ce normal ?

Vivre en contradiction permanente

Notre métier nous fait aujourd'hui vivre en contradiction permanente tandis que le Ministère bavarde sur la rénovation pédagogique.

Des disciplines qui pourraient être une véritable préparation aux réalités sociales, techniques ou politiques (comme la technologie ou l'économie) sont souvent introduites d'une manière restrictive pour répondre uniquement aux vœux du patronat alors que d'autres, jugées « dangereuses » (pour qui et pourquoi ?) sont menacées (philosophie) ou réduites (français-physique).

— Le contenu de ce qui se fait ou se dit à l'école est objet de polémique publique (maths-français) sans que les principaux intéressés aient la possibilité de s'exprimer.

— La libre initiative, le sens des responsabilités, l'éveil de la personnalité sont recommandés mais lorsque les élèves revendiquent, manifestent ou s'expriment, ils sont exclus ou me-

nacés selon les termes de la circulaire Guichard.

— On prône la concertation, le dialogue, l'établissement de rapports nouveaux mais les enseignants qui ont avec leurs élèves des relations plus franches, qui suscitent l'expression spontanée sont suspendus ou mutés.

Le recours massif à l'auxiliaire, qui fait du Ministère de l'Education nationale LA PLUS GROSSE ENTREPRISE D'INTERIM du pays, favorise en plus les pressions de toutes sortes sur les enseignants.

L'extension de la répression

L'extension et l'aggravation des récentes mesures disciplinaires à l'encontre de nombreux collègues auxiliaires (comme Annick Tissier, Soulier), instituteurs remplaçants (A. Roux, Thomé), ou professeurs titulaires (Cluchague, Bensimon), provoquent inquiétude et émotion.

Les prétendues « fautes » qui motivent ces sanctions touchent en effet à :

— Une mise en question du rôle de l'enseignement dans la société actuelle (sélection, mise en condition).

— Une critique de l'inspection, c'est-à-dire des rapports entre les enseignants et l'autorité hiérarchique.

— Une remise en cause des rapports entre enseignants et élèves, souvent conséquence de l'utilisation de nouvelles méthodes pédagogiques.

— Une contestation des moyens de contrôle ou des examens, la plupart du temps paravents d'un système sélectif.

— Un refus du « statut » des auxiliaires qui, sous-payés, doivent de plus en plus se plier à l'arbitraire de l'Administration.

— Une activité politique indépendante de la vie professionnelle (Polat).

Refuser l'embrigadement

Les enseignants soussignés ont jugé nécessaire d'exprimer publiquement leur inquiétude mais aussi leur détermination à refuser l'embrigadement. Loin d'être incohérentes, ces mesures disciplinaires sont en effet mûrement réfléchies. Si l'enseignement ne fonctionne pas au profit des élèves ni à celui des enseignants, à qui sert-il ?

Le gouvernement alterne, en effet, les actes répressifs et les projets « constructifs » :

— Mise en place d'une réforme, qui, répondant encore mieux aux désirs du patronat (mentalité compétitive, mobilité, docilité...), vise à faire des enseignants des serviteurs dociles de l'intégration des jeunes à la société capitaliste. La pédagogie n'est plus alors que « recettes ou techniques » (cf. les projets de statut et de formation des maîtres qui ne répondent à aucun des problèmes de fond de l'enseignement).

— Accentuation des mesures coercitives à l'égard des enseignants (titulaires ou non) qui prennent conscience du rôle précis que joue l'institution scolaire, en dévoilant les implications politiques de toute pédagogie, la signification de la culture véhiculée par l'école, en en démythifiant la prétendue neutralité.

Les soussignés s'estiment confrontés aux mêmes problèmes que leurs collègues indésirables, un lien étroit existant entre les mesures disciplinaires et la crise de l'école dont ces collègues n'ont fait que mettre à jour certains aspects.

La manière même dont s'opère la mise en cause du système scolaire actuel est significative du profond malaise éprouvé par la majorité des enseignants.

Nous ne pouvons accepter une « mise au pas » qui vise à faire payer aux enseignants et aux élèves la crise d'un système dont ils sont les victimes.

Nous sommes solidaires de ceux qui prennent des libertés à l'égard des méthodes et des programmes, qui mettent en question le contenu même de l'enseignement ou qui refusent le rôle répressif joué actuellement par l'inspection.

L'école n'est pas neutre

L'école n'étant pas neutre, les méthodes pédagogiques, le contenu de l'enseignement sont inséparables de la société dans laquelle nous vivons.

La volonté d'ouverture sur la vie, le monde d'aujourd'hui, ses crimes, ses idéologies, ses institutions, est l'attitude élémentaire de tout enseignant. A cet égard, nous nous élevons contre le fait qu'il puisse « a priori » exister des sujets tabous et que parler de sexualité, de la famille ou de l'Etat soit une attitude condamnable. Selon nos disciplines, dans nos classes, avec nos élèves, nous pourrions étudier des textes qui ont servi de prétexte pour sanctionner des collègues, non pour affirmer notre adhésion personnelle à l'idéologie qu'ils expriment mais pour protester contre le tabou dont ils font l'objet et pour manifester notre solidarité effective.

La liberté pédagogique pour les enseignants est inséparable du droit d'expression et d'organisation de nos élèves.

Nous ne pouvons plus accepter passivement le renouvellement de ces sanctions arbitraires.

Nous ne pouvons plus accepter honteusement le renvoi de dizaines d'élèves coupables d'avoir pris leurs responsabilités et de s'être exprimés.

Nous ne pouvons plus accepter hypocritement le licenciement des centaines de maîtres auxiliaires, suppléants, etc., véritables immigrés de l'Education nationale.

Les signataires, conscients de l'inefficacité de mouvements isolés, refusent de s'en tenir à une solidarité purement platonique et décident de se concerter pour organiser les modalités d'actions concrètes. □

« P.S.U. DOCUMENTATION »

Rééditions :

- N° 16 - Les travailleurs immigrés.
- N° 17 - Les fondements de l'exploitation capitaliste.

Numéros disponibles :

- N° 8-9 - Histoire du P.S.U.
- N° 18-19 - La hiérarchie des salaires.
- N° 20-21 - Le capitalisme contemporain.
- N° 22-23 - Sur le mouvement politique de masse.
- N° 24-25 - La police dans la lutte de classes
- N° 26 - Rosa Luxemburg, « Grève de masse, partis et syndicats »
- N° 27-28 - La crise du système monétaire capitaliste.

Le numéro simple 1 F
Le numéro double 2 F

Abonnement : les 20 numéros 15 F
à « TRIBUNE SOCIALISTE »
9, rue Borromée - PARIS XV^e

Paiement à la commande

Par chèque bancaire ou postal C.C.P. T.S. 58.26.65 Paris.

luttons ouvrières

Grève exemplaire à Pont-de-Claix

Le 2 février, les ouvriers de l'entreprise Szakal déclenchaient un grève illimitée.

Szakal est une entreprise de sablage et de métallisation, dont le principal chantier est à Progil (Pont-de-Claix, Isère). Elle emploie une centaine de travailleurs. 90 % d'entre-eux sont étrangers, surtout des immigrants d'Afrique du Nord. Certains, après 11 ans de travail dans l'entreprise, se trouvent sans ancienneté, grâce à un jeu de licenciement chaque année, à la période creuse des congés, et de réembauchage. Dernièrement, les primes de fin d'année venaient d'être supprimées.

Les revendications :

- Conditions d'hygiène et de sécurité : ils réclament des combinaisons (les peintres en utilisent une par mois et les pistoletteurs une par semaine !), des gants, un vestiaire, des douches, du matériel en bon état et révisé périodiquement pour les sableurs et les métalliseurs.

- Une indemnité de repas de 10 F par jour. Une convention collective en donne le droit pour un rayon de 5 km à partir du centre de Grenoble. Pont-de-Claix, aujourd'hui, à 10 km du centre, est absorbé par la ville.

- Une augmentation générale et égale des salaires.

- Droit pour les travailleurs immigrés d'être éligibles aux élections de délégué du personnel.

Toutes les manœuvres sont-elles bonnes pour briser une grève ?

Les manœuvres patronales sont diverses : discours du patron pour l'appel à la raison. Crise de larmes. Porte à porte chez les travailleurs pour qu'ils reprennent le travail. Faire rentrer des ouvriers en cachette pour assurer à Progil les travaux les plus dangereux et les plus insalubres. Chantage et pression individuelle auprès des travailleurs qu'on menace d'expulsion. Le patron retousse ses manches, la nuit, à l'atelier de sablage ; il rédige et distribue un tract avec pour titre « reflet exact de la grève ». Ce tract est tellement calomnieux que les travailleurs envisagent une action en justice. Il rédige un article mensonger que le « Dauphiné Libéré » publie sans chercher d'autres sources d'information. Intimidation policière sous le faux prétexte de bagarre...

Mais toutes ces manœuvres n'ont pas réussi à briser un mouvement remarquable par sa solidarité. Le 17 février les revendications étaient satisfaites (sauf l'indemnité de repas), et la direction s'engageait à ne prendre aucune sanction ou mesure de licenciement...

Un témoignage de solidarité

- Une concertation permanente. Pendant toute la durée de la grève, chaque jour, une assemblée générale faisait le point de l'information, discutait les décisions à prendre. La permanence a été assurée par un passage

continuel de grévistes et de sympathisants.

- Une lutte des travailleurs immigrés. Cette grève a été leur grève. Elle leur a permis de prendre la parole et de prouver leur responsabilité, leur dignité et leur résistance face à toutes les provocations pour faire échouer leur mouvement.

- Les travailleurs des autres entreprises et la population ont su exprimer concrètement leur solidarité : collectes, rédaction et distribution des tracts, etc.

Une fête populaire

La grève s'est terminée par un grand couscous, et ses moments dramatique ou comiques ont été revécus sous une forme théâtrale grâce à une pièce jouée par les travailleurs transformés pour un moment en comédiens. □

Répression à Nice

Un groupe révolutionnaire fut créé début 1971, au Centre E.D.F.-G.D.F. de Nice, par un militant P.S.U. et un militant révolutionnaire non engagé dans un parti. Ce groupe révolutionnaire a amorcé un travail de prise de conscience politique par distribution de tracts sur l'entreprise. Ces tracts, remettant en cause les privilèges, la hiérarchie démesurée des salaires, la nature du pouvoir dans l'entreprise, enfin tout le système bourgeois, furent d'une façon générale fort bien acceptés par le personnel car ils exprimaient des injustices ressenties par beaucoup et passées sous silence par les syndicats.

Il est à noter que ce groupe s'est, depuis sa création, considérablement renforcé.

De la répression patronale

Ce groupe a soulevé deux types d'opposition :

— d'une part, l'opposition patronale puisque l'E.D.F., service nationalisé (dans un pays à régime parlementaire bourgeois) est prioritairement au service du grand capital et téléguidé par lui.

— d'autre part, l'opposition du P.C.F. qui s'est engagé dans la voie du réformisme et craint qu'une partie de ses forces rejoigne le courant révolutionnaire.

Ces deux courants d'opposition se sont d'ailleurs manifestés et leurs actions, concertées ou non, se sont étrangement complétées.

En effet, alors qu'une circulaire nationale devait permettre à l'un des militants du groupe de bénéficier automatiquement d'une promotion, la direction lui a signifié qu'elle prenait une décision de choix négatif motivée par le contenu politique des tracts qu'il distribuait à l'entrée de l'entreprise. Les organisations syndicales informées de cette atteinte à la liberté d'expression

n'entreprirent aucune action. Il est à noter que notre camarade du groupe révolutionnaire est adhérent à la C.F.D.T.

A l'action syndicale

Devant ce silence, sept collègues travaillant dans le service du camarade sanctionné décidèrent le mardi 1^{er} février de demander une audience à leur chef de service, responsable de l'application de cette mesure arbitraire. Ce « patron » confirma qu'il s'agissait bien d'une sanction politique.

Les sept camarades auxquels vint se joindre l'intéressé signifiaient alors au patron qu'ils se mettaient en grève devant cet abus de pouvoir. (Parmi ces grévistes, cinq sont à la C.G.T., un, l'intéressé, à la C.F.D.T., un à F.O. et un a quitté le syndicat.)

Les syndicats sont informés de ce mouvement. La C.F.D.T. demeure dans l'attente, par contre, on assiste à une offensive de la C.G.T. (par l'intermédiaire de ses militants du P.C.F.) qui, en invoquant à leurs adhérents les mesures disciplinaires auxquelles ils se sont exposés (blâmes, mutations d'office, etc.), leur demande de reprendre le travail afin de limiter les dégâts.

Une discussion orageuse s'engage alors entre les délégués C.G.T., les camarades solidaires et les deux militants du groupe. La C.G.T. reprochait à ses adhérents de l'avoir mise dans une situation embarrassante et devant le fait accompli alors que le sanctionné appartenait à la C.F.D.T. Les deux militants du groupe insistèrent sur le fait qu'un syndicat engagé dans la lutte de classe et se proclamant pour la liberté d'expression ne devait en aucun cas être embarrassé pour défendre une telle cause.

A l'issue de cette confrontation, cinq grévistes (quatre C.G.T. et un F.O.) votent pour la reprise du travail.

Changeons de cap !

Le vendredi matin, la cellule d'entreprise du P.C.F. diffuse un tract à l'entrée de l'entreprise, dont le seul but est de dénaturer l'action de solidarité de ces huit copains. Après diverses insultes, le P.C.F. se déclarant « pour la défense de la liberté d'expression » en profite pour rappeler qu'il faut « changer de cap » comme l'indique son programme.

La répression patronale sur un militant révolutionnaire du groupe E.D.F. Nice a cependant reçu pour première réponse l'unité dans la lutte de huit camarades de travail. □

En Occitanie colonisée

Première secousse, il y a deux ans, en août 1970. A la veille des congés payés, sans que le Comité d'entreprise ait été au courant, la direction de l'usine Canat-Hutchinson de Chalabre (fabrique de chaussures à selle caoutchouc), décidait le licenciement de 90 ouvriers.

A cette époque le P.S.U., par l'intermédiaire des camarades de la section de Limoux, analyse la situation et explique. Le P.S.U. essaie par tous les moyens de toucher les ouvriers et la population (tracts, mini-meetings, discussion dans les rues du village et à la porte de l'usine au moment de la sortie des équipes). Objectifs : faire comprendre à tous qu'à travers cette mesure de licenciement, c'est le sort de toute la boîte qui est en jeu. Et à travers ça, l'avenir de toute la région, dont le dépérissement économique se-

rait la mort de tous, commerçants, artisans, implantation scolaire, etc., et bien sûr la totale liquidation des familles ouvrières. Cette action du P.S.U. lui avait valu un « méchant » communiqué des syndicats, en particulier de la C.G.T.

Février 1972, deux ans après, nouvelle agression des patrons de Canat et du groupe trust Mapafi : 110 licenciements échelonnés de mars à juillet, et le transfert à l'usine-mère de Châtelleraut d'une machine P.U., à injection de polyuréthane, conçue et rentabilisée à Chalabre par les ouvriers de Chalabre !

Face à cette situation, l'inquiétude des ouvriers et de la population est grande. Il faudrait peu de chose pour que la population s'engage résolument à prendre en charge, elle-même, son propre sort. Elle n'y est pas encouragée.

En effet, s'il faut compter avec le freinage des délégués syndicaux, la frousse des syndicats d'être débordés (seules la C.G.T. et F.O. sont implantées), il faut surtout dénoncer l'attitude du P.S. et du P.C., dont les leaders locaux Courrière, sénateur P.S., et Martin, conseiller général P.C. et secrétaire fédéral P.C., contredisant leurs affirmations verbales, ont affiché dans cette affaire, une COLLUSION ETRANGE mais SIGNIFICATIVE avec le fondé du Pouvoir dans l'Aude, le député U.D.R. Cassabel.

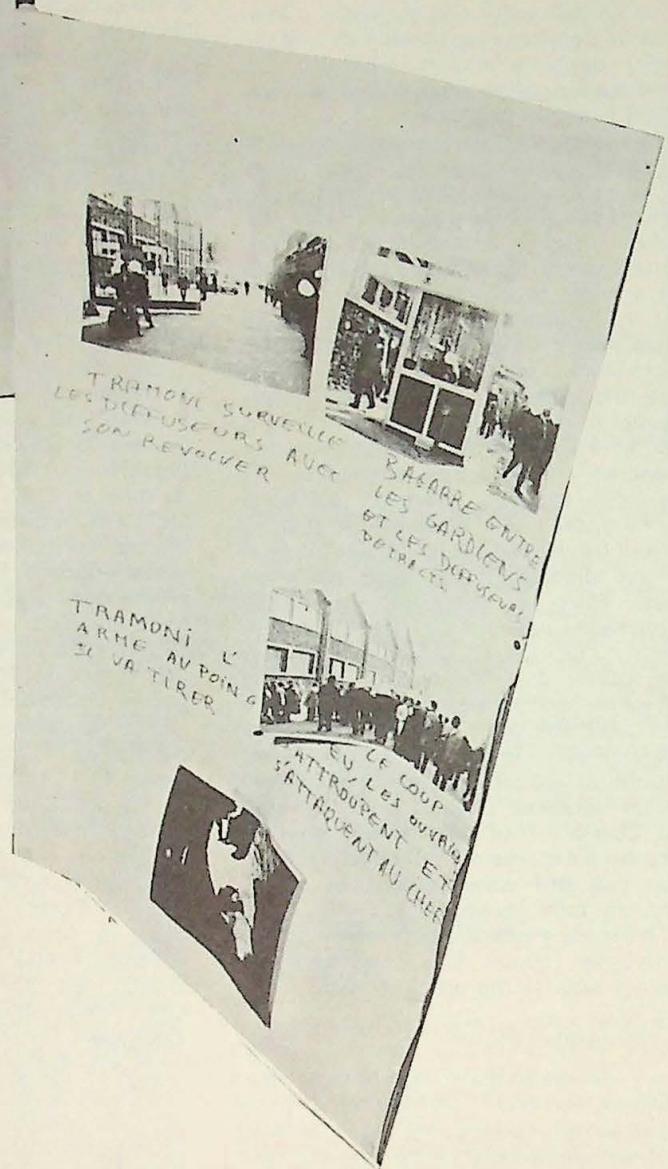
Sur invitation du Comité d'entreprise de l'usine Canat, une réunion s'est tenue, le 15 février dernier, à la Mairie de Chalabre, en présence des organisations syndicales, des partis politiques de gauche — dont le P.S.U. — des groupes culturels et économiques locaux. A l'ordre du jour de cette réunion, la constitution d'un Comité de défense. Stupéfaction de la délégation P.S.U., en constatant la présence, dans l'assemblée, du député U.D.R. Cassabel. Viennent ensuite les interventions, dont celle du P.S. et du P.C. Thème général : « La menace est grave. Il y a le feu à la maison. Nous ne serons pas trop de TOUS (?) pour éteindre l'incendie. » « Je souscris » dit le député U.D.R. après les interventions du P.C., P.S., C.G.T. et F.O. Puis silence. Personne ne parle de « L'INCENDIAIRE » !

C'est alors que le camarade du P.S.U. intervient et pose carrément le problème de la présence dans la salle d'un élu complice du Pouvoir, valet du capitalisme exploiteur pour qui la classe ouvrière est toujours la victime privilégiée. A-t-on le droit de faire croire aux travailleurs qu'il est possible pour un homme politique d'être à la fois complice du Pouvoir et solidaire de ceux qui en sont les victimes ? Que signifiait cette triste plaisanterie ?

Par déférence et respect pour les travailleurs en lutte et le Comité d'entreprise, dont le P.S.U., avec les autres organisations, était l'invité, la délégation du P.S.U. n'a pas aussitôt quitté la salle de la Mairie de Chalabre. Néanmoins, l'intervention avait été suffisamment explicite pour qu'un certain nombre de présents dans la salle comprennent qu'il était pour le moins aberrant de se constituer en Comité de défense, tout en s'interdisant d'identifier l'adversaire de classe. Cette nette prise de position, reproduite par la presse locale, exige d'être soigneusement expliquée à toute la classe ouvrière audoise. Ce ne sera pas un travail facile. Pour d'autres formations les échéances électorales de 1973 exigeront que ce type d'explication ne trouble pas les éventuels électeurs.

L'affaire Canat-Hutchinson ne fait que commencer. □

RENULT, L'ABAT



L'attentat qui a coûté la vie au militant ouvrier Jean-Pierre Overney, provoqué l'indignation de la grande masse des jeunes et des travailleurs. Lundi soir, à Paris, par dizaines de milliers, ils ont clamé cette indignation. Ils ont demandé la dissolution des milices patronales, dénoncé la complicité entre la police de Marcellin et les bandes armées payées par les entreprises, affirmé que jamais Renault ne serait Citroën. L'assassinat ouvrier de Renault montre où se trouve la violence : dans la rue, où se trouve elle-même, que patronat et gouvernement dissimulent pour la maintenir.

Le P.S.U. malgré son désaccord avec des pratiques d'un certain nombre de militants dits maoïstes, a manifesté son entière solidarité au poste. Au moment où Georges Marchais prend devant les travailleurs une lourde responsabilité de les tromper sur les enjeux de la lutte révolutionnaire et retrouve les accents qui ont facilité la montée de la réaction, il est nécessaire que le courant révolutionnaire manifeste sa force et son union profonde. Même si divers incidents rappellent les faiblesses de cette union, la puissante manifestation du 28 février montre que dans ce pays une force révolutionnaire réellement populaire où des travailleurs commencent à se reconnaître. Pour que ce mouvement prenne une véritable signification de masse, bien des efforts sont encore à faire. Le P.S.U. s'y emploie et s'y emploiera, en rapport avec tous les travailleurs et les organisations syndicales et politiques qui s'inscrivent dans le combat socialiste.

Le Bureau national du P.S.U. appelle les parisiens à venir participer aux obsèques de Jean-Pierre Overney, tombé pour la cause du travailleur et révolutionnaire.

Ils manifesteront ainsi leur volonté de ne pas laisser la violence s'installer en France.

Bureau

L'incorrigible Marchais

L'ASSASSINAT de Jean-Pierre Overney, par un policier du service d'ordre de Renault, traduit l'escalade dans la répression, du patronat et du gouvernement réunis.

Il y a quelques mois, nous avons publié dans T.S. deux circulaires confidentielles qui montraient que le patronat, et notamment celui de la métallurgie parisienne était décidé à développer à grande échelle, une politique de répression et de mouchardage, afin d'intimider les travailleurs.

En titrant sur cinq colonnes « Echec à la provocation », pour se féliciter de l'échec du débrayage qu'avait recommandé la C.F.D.T. de Renault, « l'Humanité » renforce la campagne patronale. Elle récidive le lendemain, en rendant joyeusement compte de la mise à pied et du licenciement de militants maoïstes à la Régie. Dans le même journal, René Andrieu, ose parler de l'indécence des manifestants venus en foule pour protester contre l'assassinat de Jean-Pierre Overney. En fait d'indécence, les articles photos et reportages de l'« Humanité » depuis samedi ont dépassé tout ce que l'on pouvait imaginer.

Mai 1968 n'est pas oublié place du Colonel-Fabien, et Georges Marchais, tout comme il y a quatre ans, l'écume

à la bouche, repart dans ses invectives.

Or ce qui vient de se passer à Renault, n'est absolument pas le fait du hasard.

Licenciements tous azimuts

En effet depuis plusieurs mois la tension n'a cessé de croître à la Régie Renault. La dissolution progressive de la direction du matériel agricole — va entraîner le déplacement de plusieurs centaines de travailleurs. De toute façon, certains savent déjà qu'ils sont considérés comme excédentaires et s'interrogent sur leur avenir.

Jeudi dernier à la Direction du matériel d'outillage le personnel a été informé qu'il y aurait plus de cent excédentaires. De nouveaux licenciements se préparent.

Dans ce climat tendu, la direction déclenche la répression à tous les niveaux.

Tous les moyens de répression

Cela commence par une sélection — sur des bases politiques — très rigoureusement exercée pour les nominations aux postes de responsabilité. Il faut montrer patte blanche et

manifeste son allégeance à la direction. Le manifeste des cadres de lundi n'a pas d'autre sens.

Dans le même esprit, au service de l'embauche, il a été mis en place un service de renseignements, visant à recueillir des informations sur les activités extérieures des agents de la Régie, qu'ils soient ouvriers ou employés. Créer et entretenir un climat de suspicion permanent, tel est l'objectif.

Et pour cela, la direction multiplie les brimades. De nouveaux gardiens ont été embauchés, qui multiplient les provocations, notamment dans les ateliers où les jeunes et les immigrés sont particulièrement nombreux.

Enfin, la création d'une milice intérieure — dont la Régie nie l'existence — est de notoriété publique et était dénoncée dans un tract C.F.D.T. dès décembre 1971.

Dans ces conditions et dans ce climat, tout était donc possible et le meurtrier pouvait se croire à bon droit couvert. Car le meurtre a été fait délibérément et de sang-froid. Tous les témoignages concordent. A aucun moment le meurtrier n'a été attaqué. La photo de l'A.P.L., que la télévision a projetée, montrait que c'est à distance que le meurtrier a tué.

Des responsabilités graves

En refusant que la protestation s'organise au sein de l'entreprise, la C.G.T. et F.O., ont donc pris des responsabilités très graves.

On peut discuter les analyses et les pratiques de nombre de militants maoïstes. Nous l'avons fait, et continuerons de le faire. Mais accepter dans les faits l'assassinat de J.-Pierre Overney — dont la mort « ne laisse pas indifférent » Georges Marchais — c'est se rendre objectivement complice des tueurs et de tout l'appareil répressif patronal.

La C.G.T. d'ailleurs, après trois jours de réflexion, vient d'amorcer le tournant. Au départ, elle renvoyait dos à dos la victime et le tueur. Sous l'effet du mouvement de protestation qui s'amplifie, elle vient de corriger son tir et cherche à le récupérer, en proposant l'organisation d'un mouvement plus vaste, qu'elle pourrait contrôler et canaliser.

Ainsi recommence la même opération qu'en mai 1968. Le P.C. et la C.G.T. n'ont rien appris ni rien oublié depuis lors.

Cette constance dans l'erreur n'est pas non plus le fait du hasard. A de multiples reprises nous avons dit que toute la politique d'Union de la gau-

Overney a
travailleurs.
indigna-
é la com-
s par les
at de l'an-
condition
our mieux

tain nom-
ans la ri-
illeurs la
utionnaire
n juin 68,
ouissance
difficultés
l'il existe
nombreux
nt prene
e néces-
les grou-
dans le

massive-
socialiste

ence fas-

ional du
S.U.

u P.C.F., en privilégiant les luttes
orales, l'amenait immanquable-
à sacrifier les luttes dans les
prises. Il s'agit de rassurer et
batter la petite bourgeoisie et les
s entreprises. Il s'agit surtout de
er que le P.C.F. est un parti
ce qu'il y a de plus sérieux et
qu'il est là pour gouverner.

voir le nombre de colonnes qui lui
consacrées, le livre de François
x, « Quand nous étions minis-
est beaucoup plus important
es événements de Renault. De
que le P.C.F. ne se contente
de l'avis de ses militants, ou de
elus. Il lui faut désormais s'ins-
dans le cadre de « concertation »
Chaban-Delmas. La délégation de
mentaires communistes, dirigée
François Billoux, ancien ministre,
vient de visiter la Lorraine, a
point de vue battu tous les
ds. Il ne manquait que la direc-
de Wendel-Sidelor à la fête. Non
urs que les parlementaires com-
tes aient refusé de la voir —
n de la recevoir — mais il sem-
ue pour l'instant leurs préféren-
illent du côté de Chaban, ou à
ueur de Servan-Schreiber. Mais
ne durera pas, Marchais veille et
sourire affiché en dit long. La
e ouvrière ne lui est pas indif-
e. □



Nous étions 50 000

QUE le pouvoir, le P.C.F., les so-
ciaux-démocrates s'inquiètent !
l'extrême-gauche existe. Quand
les bandes fascistes, les garde-chiour-
mes et les flics au service du patronat
en arrivent au meurtre délibéré comme
celui de Pierre Overney, on ne peut
oublier les jugements iniques de la
Cour de Sécurité, les tortures, les ma-
traquages qui l'ont précédé.

C'est ce que nous voulions démon-
trer lundi soir. Dans l'unité du mou-
vement révolutionnaire, nous avons
été 50.000. Que ceux qui, de l' « Hu-
manité » à l' « Aurore », en passant
par la « Nation » ne voulaient voir
dans ce meurtre que la conséquence
des exactions d'une poignée d'agita-

teurs s'interrogent ! Nous ne sommes
pas des dépouilles de Mai 68 ! Le
slogan : « Ouais Marchais ! Mieux
qu'en 68 ! » a bien traduit la force
de la jeunesse, face à la peur des
bien-pensants.

50.000 jeunes lycéens, étudiants, tra-
vailleurs ont montré qu'ils avaient
dans la poitrine un cœur et pas une
urne. Ils ont réclamé la dissolution des
milices patronales et scandé « Re-
nault ! Charonne ! Flics ! Fascistes
assassins ! » et « A bas les bandes
armées du capital ! ». Ils savent que
les assassins de Charonne et de
Pierre Overney sont les mêmes et que
pour les abattre, il ne suffira pas d'un
petit livre orange. Que Fajon se ras-

sure ! Nous ne prendrons pas ceux
qu'il croit être « ses morts », nous
continuerons leur combat, car ils sont
morts comme Pierre Overney en mili-
tants révolutionnaires.

Marchais pris à parti comme com-
plice des tueurs, cela ne traduit absolu-
ment pas un quelconque complot mar-
cellinesque ! Cela traduit cet écœu-
rement qui saisit les travailleurs quand
on voit par exemple la C.G.T. du Mans,
réclamer ouvertement du pouvoir l'ar-
restation des militants révolutionnai-
res. Messieurs les bureaucrates votre
impudente revendication restera sans
suites. Vous ne pourrez pas faire taire
le mouvement révolutionnaire ! Nous
serons encore plus nombreux à l'en-
terrement de Pierre ! □



Presse : une industrie comme les autres

« Paris-Jour » s'inscrit maintenant dans la longue liste des titres défunts, tant en province qu'à Paris. Mais pour le système actuel, ce n'est qu'une péripétie qui aurait été de peu de poids. Qu'a-t-on fait précédemment dans des circonstances semblables ? Sans la réaction des journalistes cette grève d'irresponsables comme elle a été qualifiée sans pudeur par le syndicat du Livre aura eu au moins le mérite de favoriser la prise de conscience des journalistes et d'alerter l'opinion sur un nouveau méfait du système capitaliste.

Pourtant ce sont les circuits d'information traditionnels qui ont rendu compte de la mort de « Paris-Jour ». Celle-ci a surtout été l'occasion pour les « patrons de presse » de prendre la parole en public. A la radio et à la télévision, tribunes et débats ont donné une place beaucoup plus importante aux patrons qu'à leurs salariés journalistes ou autres catégories de travailleurs. On était entre gens de bonne compagnie, participant au fromage et cherchant simplement à le préserver le plus longtemps

possible. On a beaucoup plus parlé des contraintes économiques de la presse, de l'aide économique de l'Etat, de la manière de préserver la rentabilité, le profit de la presse. On s'est peu intéressé au contenu, au message de cette presse.

Un mensonge trop répandu

Les journalistes, de leur côté, ont pour une fois réagi à peu près solidairement. Encore qu'on ne voit guère pour l'instant ce que la « profession » serait capable de faire au-delà de la symbolique grève de 24 heures.

La liberté de la presse est en effet un mensonge trop répandu.

Le contexte économique dans lequel se situe la presse a été souvent rappelé pour qu'il ne soit nécessaire que d'y revenir brièvement. Parler de liberté de la presse ou de la presse service public, est un mensonge. La presse ne répond — sauf quelques exceptions qui sont autant de failles dans le système — qu'à deux objectifs :

celui du profit ou celui du pouvoir.

Dans le système capitaliste, la presse est comme toutes les entreprises un moyen de gagner de l'argent. Cela est vérité d'évidence, mais on ne saurait trop le souligner. Cette recherche du profit est évidemment la motivation essentielle de publications comme la presse du cœur de Mme Del Duca, la propriétaire de « Paris-Jour ». Mais c'est aussi le cas pour bon nombre de titres.

Mais, et cet élément complique l'analyse que l'on peut faire de ce secteur — les organes de presse (et plus spécialement les quotidiens et hebdomadaires dits d'information ou d'opinion) ne sont pas toujours pur produit économique. Cela explique que la plupart des principaux groupes de presse appartiennent non pas à des journalistes ou à des personnes particulièrement intéressées par les problèmes de l'information, mais à des industriels, comme Beghin, Boussac, Dassault ou Prouvost ou à des trusts, comme Hachette.

Cette motivation — et la possibilité du soutien de groupes

financiers — explique que certains titres sont un peu moins dépendants du marché. Mais cette « indépendance » s'inscrit dans d'étroites limites.

La logique du système

La presse obéit en effet aux lois économiques du système capitaliste. Les quelques journaux dits « indépendants » ne vont pas à l'encontre de ces lois ; ils retardent seulement certaines échéances fatales. Or le propre de ces lois capitalistes est pour des raisons financières d'aboutir à une concentration de plus en plus forte. La presse est impliquée dans ce mouvement exactement au même titre que les autres industries (édition, aéronautique, chimie). Le processus de concentration est d'ailleurs accéléré par un phénomène secondaire qui sert de catalyseur : la publicité. Celle-ci qui est nécessaire à l'équilibre financier des journaux ne va qu'aux titres leaders qui touchent un public riche ou un public très large. Elle dédaigne les journaux moins diffusés ou les jour-

naux populaires au public moins riche comme ceux qui destinés à des courants d'opinions non conformistes ne facilitent pas le développement de la consommation industrielle chez leurs lecteurs.

La concentration et la suppression de titre qui en résulte n'est pas un accident. Elle correspond à la logique voulue du système capitaliste. Dans un avenir proche si les conditions économiques ne changent pas, on peut penser qu'il n'y aura plus, à Paris qu'un ou deux quotidiens du matin et peut-être deux le soir. Les financiers et les publicitaires y trouveront leur compte. Le pouvoir politique aussi, car la concentration a pour corollaire inévitable (la presse régionale est là pour en témoigner) la « dépolitisation », c'est-à-dire le soutien au pouvoir en place, des titres qui restent. Le sens de ce mouvement ne sera pas changé même si par souci d'afficher son « libéralisme » le pouvoir capitaliste accorde une aide destinée à assurer la survie de la presse d'opinion qui se situe à l'intérieur du régime en place.

CETTE domination écrasante du système capitaliste, on la retrouve, en effet, au niveau du message qu'apporte la presse. Sa fonction est d'assoupir. Son message est éminemment lénifiant. « France-Soir » peut titrer à la une, sur trois colonnes : « La barmaid qui a servi à boire à de Gaulle se marie » ; mais lorsque Jean Toulat propose au directeur d'un grand quotidien une série d'articles sur la force atomique française, ses articles sont refusés et il lui est répondu que cela « traumatiserait le lecteur ».

Compte tenu du fait que la presse est une industrie capitaliste comme les autres, il est bien évident qu'elle obéit à la loi du profit. Dès lors, il faut se demander si l'information — telle que nous la connaissons à travers ce qu'il est convenu d'appeler la « grande presse » — est véritablement un besoin. A la limite, nous n'avons pas besoin d'être informés par « France-Soir » ; mais, puisqu'il y a profit, c'est « France-Soir » qui a besoin de nous informer.

Ainsi sont créés des médias qui renseignent quelquefois mais n'enseignent jamais. Leur fonction, qui correspond à la nature conservatrice du pouvoir qui les a secrétés, est de détourner la formation au profit de l'information qui apparaît ainsi comme une distraction. L'information devient ainsi un membre mort, inutile. C'est dans un système clos, l'information

pour l'information, absolument inutile, qui ne trouve pas son prolongement indispensable dans la formation.

Cette coupure entre l'émetteur (le journal) et le récepteur (le lecteur) se retrouve bien sûr au niveau du langage. Celui-ci est une arme sournoise de domination culturelle. Comment peut-on par exemple prétendre informer des ouvriers ou des paysans sans employer leur langage propre ? Et si les ouvriers et les paysans faisaient leur propre information ?

Restituer la possibilité d'échange

Cela est aujourd'hui impensable : si l'émetteur est aussi récepteur, le récepteur lui, n'est jamais émetteur. Or toute l'architecture de la presse se fonde sur cette définition : elle est ce qui interdit la réponse, ce qui rend impossible tout échange. C'est là, en dernière analyse, que la classe dirigeante trouve son moyen de contrôle social. Le pouvoir est en effet à celui qui peut donner, qui octroie. Ainsi, la presse bourgeoise, par le système de l'interview, ou du « courrier des lecteurs », ne fait qu'octroyer un droit de parole. Ce droit n'est en fait qu'une simulation, et en réalité le peuple n'a pas la parole. C'est ainsi la classe dirigeante qui a le monopole de l'échange.

C'est pourquoi la seule révolution de la presse qui se puisse accepter — et c'est là, peut-être, la révolution

tout court — est la restitution de la possibilité d'échange. Tout le reste ne peut être qu'aménagement d'un système aujourd'hui en péril. Chacun est claqué dans son égoïsme cultivé par l'idéologie dominante, devant sa télé et son « France-Soir », et il n'y a pas d'échange parce que l'échange est par définition source de subversion, de chamboulement. « On rencontre enfin ses voisins quand on contemple avec eux son immeuble qui brûle. » (J. Rubin, « Do it ».)

Dans cette perspective — donner la parole au peuple, ou plutôt lutter pour que le peuple puisse prendre la parole dans les journaux ou ailleurs — comment situer l'action des journalistes ?

On ne peut limiter cette action, ni à un combat pour l'emploi, ni bien sûr à une tentation corporatiste de défense de la profession. Il faut une prise de conscience du camp auquel le journaliste appartient dans le système capitaliste et une action organisée pour profiter des failles de ce système et préparer par des prises de pouvoir partielles la mise en place d'un autre système.

Crise de l'emploi

Les journalistes sont pour l'heure polarisés par les menaces qui pèsent sur leur emploi. Après avoir fait des papiers intemporels sur la crise de l'emploi, ils vivent eux-mêmes cette crise.



LE FIGARO

APRÈS LA MORT DU MILITANT GAUCHE

14, Rond-Point des Champs-Élysées, Paris
Tél. : 256-80-00
MARDI 29 FÉVRIER, 1972

5 HEURES

15.000 à 20.000 MANIFESTANTS, DU MÉTRO CHARONNE

Quelques incidents après la dié-

CALME TOUTE

COMBATS L'AGITATION

LE P.C. SANS MERCI

dirigeants communistes et les responsables
renouvellent avec force leurs
vistes, au lendemain

50 CENTIMES

MARDI 29 FÉVRIER 1972

N° 8.552 31^e ANNÉE

de la Résistance à la Révolution

14-16, RUE JOUVENET - PARIS (XVII^e) - TELEPHONE 5 25-71-14 (CINQ LIGNES GROUPEES) 50 c

Alinéa 050dnt Maroc 060dnt Tunisie 53 Mill. Espagne 10 p. Italie 120 L. Belgique 5 FB. Luxembourg 5 Flu Suisse 050 Fra S. Allem 070DM. GB 5P. Hol 070FL

MAIS LE SOIR, APRÈS LA MANIFESTATION CALME DE CHARONNE QUELQUES ACTES DE VIOLENCE A STALINGRAD

tribune

socialiste

Hebdomadaire
du P.S.U.

Directeur politique :
Christian Guerche

Directeur adjoint :
Gérard Féran

Secrétaire de la rédaction :
Philippe Guyot

Comité politique :
Robert Chapuis - Gérard Féran - Jacques Gallus - Jacqueline Giraud - Christian Guerche - Gilbert Hercet - Robert Michel - Jean-Claude Vaillant.

Comité de rédaction :
Jean-Louis Auduc - Gilbert Chantre - Françoise Claire - Jacques Ferlus - François Gyr - Alain Moutot - Dominique Nores - Lucien Sainlonge - Jean Verger.

Directeur
de la Publication
Guy Degorce

Rédaction
Administration :
9, rue Borromée
PARIS (15^e)
566-45-37

Publicité : Information 2000
Tél. : 285-05-43

Distribué par les N.M.P.P.

Photos dans ce numéro :
A.F.P. (p. 3, 15), Collombert (p. 3), A.D.N.P. (p. 3), Elie Kagan (p. 3), Kagan et Horace (p. 8, 9).
Le journal réserve ses droits sur les autres clichés.

S.A. Imprimerie Editions Moriamé,
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9^e

Le présent numéro est tiré
à 25.000 exemplaires

STUDIO MARNY BAL.20.74

FRED ASTAIRE et GINGER ROGERS

LA GRANDE FARANDOLE

Leur dernier et plus grand succès

PANTHÉON

La vieille fille

13, rue Victor-Cousin ODE. 15-04

Permanent de 14 h à 24 h

Il y a 83 journalistes licenciés à « Paris-Jour ». 27 autres l'ont été au « Parisien Libéré » durant une grève brisée par la hiérarchie de ce journal appuyée comme à « Jeune Afrique » par le syndicat du Livre.

Une charrette est en préparation à « France-Soir ». Des licenciements massifs ont été décidés à « Bonne Soirée » ou à « Télé-Gadget ». Ailleurs, à Paris, les patrons imposent des prestations accrues en refusant la moindre embauche. En province les licenciements se sont multipliés dans le Nord, le Rhône ou dans le Midi. Même si certains licenciés ont retrouvé du travail, le chômage reste une dure réalité pour de nombreux journalistes et une menace pour beaucoup d'autres. On offre des places au rabais aux journalistes licenciés. Un patron d'hebdomadaire parisien offre un salaire de misère et réplique aux récriminations de ceux qu'il propose d'embaucher qu'« avoir l'honneur de travailler pour moi, c'est déjà un salaire ». Dans cette perspective que vont devenir les nombreux jeunes actuellement formés dans les écoles de journalistes ? Vont-ils eux aussi, avec leur diplôme, recevoir un certificat de chômeur ?

Ascension sociale

Ce qu'il faut noter en effet c'est que malgré cette crise de la presse et cette menace sur l'emploi des journalistes, beaucoup de jeunes gardent l'idée de se lancer dans le journalisme.

Les raisons de cette vogue sont complexes. Elles résultent en partie de la volonté de faire du journalisme un moyen de promotion sociale individuelle. Le journalisme pour le petit bourgeois, ou pour le fils d'ouvrier

arrivé, c'est souvent un escalier très rapide, une voie royale pour pénétrer dans ce monde des gens importants. Le journaliste croit devenir cadre, il a l'impression à force de raconter les événements d'avoir une influence déterminante sur eux.

Prostitution, objectivité et réussite individuelle

En fait on en arrive vite avec cette perversion, à un genre de prostitution. Pour réussir, pour percer individuellement et écraser les autres, le journaliste se prostitue à la recherche d'une information toujours plus sensationnelle et d'autant plus éloignée des problèmes réels de la vie des gens. Il court le fait divers, étale le sang à la une, fouille les poubelles, cultive la vedette, fournit le courrier du cœur.

La poursuite de la réussite individuelle le fait coller étroitement à la logique de l'« information » capitaliste qui ne se soucie pas des besoins du peuple. Quand il donne dans le journalisme politique, tout naturellement c'est pour défendre les gens en place et se situer à l'intérieur de ce système qui le nourrit et dont il fait partie. Ses critiques, quand il en fait, ne peuvent aller au fond des choses. Elles ne portent pas sur l'essentiel, ne dénoncent pas le système qui provoque les erreurs que, se croyant honnête et objectif, il montre (quand on lui permet de le faire).

Il faut donc dénoncer chez les journalistes le mythe de l'objectivité qui va de pair avec la conception individualiste du métier. Le journaliste n'est pas un « cadre », même si aux yeux des patrons cet attrape-nigaud est bien commode. La C.G.C. créée chez les journalistes, voilà qui clarifie les choses. Voilà qui devrait permettre

à tous ceux du S.N.J. ou d'ailleurs qui se prennent pour des collaborateurs de leurs directions, de se retrouver dans la collaboration de classe.

Les journalistes ne sont que des salariés comme les autres qu'on licencie et met sur le pavé quand ils ne sont plus rentables.

Prise de pouvoir sur l'information

C'est sur le plan du contrôle de l'information que l'action des journalistes doit maintenant se développer et s'amplifier en ne s'arrêtant pas au slogan corporatiste de défense de la profession. Nous n'avons pas à nous battre pour défendre les profits de nos patrons. La grève de février a manifesté aussi la détermination des journalistes de contrôler l'information, le contenu des journaux où ils travaillent.

Il nous faut mettre en lumière toutes les censures, prendre conscience de notre propre auto-censure, agir collectivement dans les rédactions. Mais l'action des journalistes sur ce terrain n'aboutira pas si elle ne sait rejoindre la lutte de l'ensemble des travailleurs pour leur libération. Même dans leur combat pour la liberté, les journalistes auront trop tendance à croire qu'ils font partie d'une caste supérieure, éclairée, informée. Il leur faut donc trouver avec les travailleurs les moyens pour eux de prendre la parole dans les journaux ou ailleurs chaque fois que ce sera possible. Il leur faut soutenir aussi les tentatives du genre de l'agence de presse « Libération » pour révéler le visage de l'exploitation et faire connaître les véritables luttes. C'est le sens de notre tentative, c'est pourquoi nous voulons créer un groupe de journalistes P.S.U.

Le texte qu'on lira ci-dessous est une contribution à la préparation du Conseil national du P.S.U. sur les questions internationales. Il aurait dû figurer dans notre dernier numéro spécial mais le manque de place nous a contraint de le reporter à ce numéro-ci.

L'expérience yougoslave

Comme pour le texte sur la Chine, le groupe de travail n'est arrivé qu'à un seul texte. D'autres opinions existent dans le parti, tant sur l'autogestion que sur la Yougoslavie, qui auront l'occasion de s'exprimer dans le débat général.

L'expérience yougoslave est particulièrement intéressante pour nous, parce que la Yougoslavie est le seul

pays où les principes de l'autogestion aient été appliqués sur une grande échelle.

Origine et structures

Jusqu'à la rupture de 1948 avec Staline, l'économie yougoslave est gérée selon les règles en vigueur en U.R.S.S. : planification centralisée et autoritaire, gestion administrative des entreprises par des directeurs nommés par l'Etat, collectivisation forcée de l'agriculture, etc.

Le retrait de l'aide soviétique et l'interruption des relations commerciales avec le camp « socialiste » provoquent de graves difficultés économiques. Pour s'assurer le soutien populaire Tito décide d'instaurer l'autogestion des entreprises, des communes, des écoles, etc.

Dans les entreprises, l'autogestion se traduit par l'intervention de quatre organismes :

— le *collectif ouvrier*, assemblée générale des travailleurs de l'entreprise, élit le conseil ouvrier;

— le *conseil ouvrier* (15 à 120 membres) élit le comité de direction, adopte le plan de production de l'entreprise sur la base des objectifs minima fixés par le plan et répartit le revenu net obtenu par l'entreprise après satisfaction des obligations imposées par le plan;

— le *comité de direction* assiste le directeur dans la gestion courante de l'entreprise;

— le *directeur*, nommé par l'Etat, puis recruté sur concours, gère l'entreprise.

Le plan est modifié en conséquence : il se borne désormais à fixer des objectifs minima (quantité et qualité de la production, productivité, investissements, salaires) inférieurs aux capacités réelles de l'entreprise. L'excédent produit forme le revenu net de l'entreprise, qui peut être affecté par le conseil ouvrier, soit à des investissements supplémentaires, soit à des œuvres sociales collectives, soit à des augmentations de salaire individuelles.

Dans les communes, le pouvoir est confié à un conseil communal élu par tous et par un conseil des producteurs où les ouvriers sont représentés au-delà de leurs effectifs. Les assemblées exercent à la fois le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif et, au départ, leurs compétences sont à la fois politiques et économiques : elles contrôlent l'activité des entreprises, décident des créations neuves, etc.

A la campagne, on renonce à la collectivisation; en revanche la propriété individuelle est limitée à dix hectares, et des coopératives générales sont créées pour assurer l'encadrement économique et technique de la production; elles passent avec les paysans différents types de contrats : achat des récoltes, exploitation commune, ou location des terres. Des fermes d'Etat subsistent à des fins d'expérimentation. Au total le secteur d'Etat comprend 0,1 % des exploitations, emploie 5 % de la main-d'œuvre agricole, utilise 14 % des terres cultivées et fournit 26 % de la production.

Enfin l'autogestion est également appliquée dans les secteurs du logement, de l'école, de la santé et de la culture; les usagers siègent dans les conseils aux côtés des travailleurs.

On voit que l'autogestion se heurte à trois limites: elle est appliquée à la base et non pas au sommet. La Ligue des Communistes Yougoslave conserve le monopole de fait des décisions au niveau des Républiques comme à celui de la Fédération. D'autre part l'autogestion associe à la gestion les différentes catégories de travailleurs, mais elle ne fait rien pour assurer la fusion de ces catégories; elle laisse intacte la hiérarchie dans l'entreprise; enfin elle respecte le cadre de l'entreprise comme centre de décision autonome dans le cadre d'un plan très souple.

Autogestion et planification

Dès 1950, les conseils ouvriers vont utiliser leurs nouveaux pouvoirs dans trois directions:

— la sécurité de l'emploi et la lutte contre le chômage: ils procèdent à des embauches surabondantes;

— l'augmentation des salaires individuels;

— l'égalitarisme: les écarts de salaires sont fortement réduits.

La diminution du chômage et la hausse de la demande liée à celle des salaires entraînent une croissance rapide de la production. En revanche, le recrutement massif de nouveaux travailleurs, souvent en surnombre, fait baisser la productivité; de même selon les dirigeants yougoslaves, l'égalisation des salaires décourage les cadres, les techniciens et les travailleurs qualifiés.

Pour obliger les entreprises à accroître leur productivité, deux solutions s'offraient:

— on pouvait réduire l'autonomie des entreprises en revenant à une planification plus impérative. Mais cette méthode aurait remis en cause l'autogestion, et les bénéfices politiques que le régime en avait retirés.

— on a donc choisi de respecter l'autonomie des entreprises, mais de les contraindre à accroître leur rendement en réintroduisant et en laissant jouer de plus en plus librement les lois du marché et celles de la concurrence. Cette politique a conduit aux réformes de 1965 :

• l'autonomie des entreprises a été renforcée: le directeur n'est plus nommé par l'Etat mais recruté sur concours par l'entreprise; le contrôle de la commune disparaît; une baisse sensible des impôts permet aux entreprises de conserver jusqu'à 70 % de leur revenu. Il est mis fin à la fixation administrative des prix, ainsi qu'au plafond imposé par l'Etat aux salaires.

• le plan a été remplacé par des mécanismes d'intervention beaucoup plus souples, où les banques d'Etat jouent un rôle décisif. Mais ce rôle est un rôle d'incitation et d'encouragement, non une véritable planification. Le plan yougoslave est désormais très proche d'un plan non directif à la française; et les crédits d'Etat sont désormais attribués sur le seul critère de la rentabilité.

Depuis 1965, d'autres mesures sont venues compléter cette politique.

Citons:

— en 1967, l'ouverture des entreprises yougoslaves aux capitaux étrangers. Ceux-ci doivent être inférieurs à l'apport national, mais des dérogations sont possibles. Le rapatriement des capitaux est garanti, ainsi que celui de 80 % des bénéfices, qui sont par ailleurs frappés d'un impôt non progressif de 35 %. Les capitalistes étrangers participent à la gestion par l'intermédiaire d'un comité d'affaires où leurs délégués siègent avec ceux du conseil ouvrier.

— un secteur privé s'était maintenu, non seulement dans l'agriculture, mais aussi dans l'artisanat, les transports routiers, le commerce et les services, chaque entrepreneur pouvant employer un maximum de cinq salariés. A partir de 1965, ce secteur peut bénéficier des crédits d'Etat et il en profite pour se développer à grande allure: aujourd'hui il emploie 120.000 salariés, plus de nombreux aides familiaux. Le maximum de 5 salariés peut faire l'objet de dérogations temporaires et il peut être facilement tourné par un système de prête-noms. Aujourd'hui le secteur privé joue un rôle essentiel car il rapporte à l'économie yougoslave la plupart de ses ressources en devises étrangères (exportations agricoles, tourisme).

Capitalisme et coopératives

Le système yougoslave, combinant l'autogestion et le libre jeu des lois du marché, peut être décrit comme un système capitaliste dont les unités de base seraient, non des entreprises privées, mais des coopératives ouvrières de production. On y retrouve en effet les traits caractéristiques du système capitaliste:

— la concurrence amène la liquidation des entreprises non rentables, le licenciement de leur personnel — près de 100.000 licenciements l'année qui suivit la réforme de 1965 — et l'accroissement du chômage: 67.000 chômeurs en 1955, 300.000 en 1966, 375.000 en 1970;

— le chômage est en partie masqué par l'émigration massive des travailleurs yougoslaves vers l'Europe

capitaliste: 200.000 en 1964, environ 500.000 aujourd'hui. L'émigration limite le chômage, et l'argent que les émigrés envoient à leur famille fait rentrer de nombreuses devises dans les caisses de l'Etat.

— la concurrence amène le développement des inégalités entre les régions, entre les branches de l'économie, entre les entreprises et entre les salariés. En effet les entreprises les plus rentables se trouvent dans les régions qui disposent d'une infrastructure économique déjà développée (routes, voies ferrées, etc.) et d'une main-d'œuvre déjà formée: ainsi la Croatie et la Slovénie accroissent leur avance sur les régions arriérées comme le Kosmet. En 1947, l'écart entre le revenu par tête du

Kosmet et celui de la Slovaquie est de 1 à 3,2; en 1966, il est de 1 à 5,2. Le rapport du Kosmet à l'ensemble yougoslave est en 1947 de 1 à 2, en 1966 de 1 à 2,8.

On retrouve des écarts semblables entre les branches: en 1966, si l'on prend comme base 100 le salaire moyen, les travailleurs du bois gagnent 77, les dessinateurs industriels 187. Enfin le même travail peut être rémunéré de façon très différente selon les entreprises: ainsi le salaire du conducteur de tracteur varie de 1 à 2,5 selon le domaine où il travaille;

Les nouveaux dirigeants

On l'a vu, les fondateurs de l'autogestion se sont désintéressés du problème de la hiérarchie et l'ont laissée intacte. Du même coup, les conseils ouvriers sont devenus des parlements où sont représentées des catégories distinctes de travailleurs, dont les rôles et les atouts (formation professionnelle, habitude de la gestion, culture générale) restent profondément différents: dès lors, derrière l'égalité « juridique » des travailleurs de ces catégories jouent les rapports de force réels.

Or en Yougoslavie comme dans tous les pays en cours d'industrialisation, techniciens, ingénieurs et ouvriers qualifiés sont rares et très demandés. Comme le marché du travail est libre, ils sont en bonne position pour imposer leurs vues. Cela se traduit par :

— l'ouverture croissante de l'éventail des salaires: en 1951 l'ouvrier qualifié gagne 7.700 dinars et l'ingénieur 9.600. En 1961 ces chiffres sont devenus respectivement 8 à 9.000 et 30 à 35.000;

— la concentration croissante des postes et responsabilités de l'autogestion entre les mains des travailleurs intellectuels (cadres, ingénieurs, techniciens, employés). En 1960, une enquête menée sur l'ensemble des institutions autogérées d'une commune a montré que ces travailleurs, formant 26 % de la population, occupaient 50 % des postes dans les conseils;

— bien entendu, ce qui apparaît surtout, c'est la concentration de ces postes entre les mains des militants du parti; mais les deux tendances sont convergentes, car il y a colonisation croissante du parti par les travailleurs non manuels: en 1948 ouvriers et paysans formaient 78 % des effectifs du parti; en 1966 ils n'en forment plus que 41,3 %;

Conclusion

On peut se demander s'il n'y a pas une contradiction entre l'autogestion et une véritable planification. En effet l'autogestion suppose une large autonomie de l'entreprise: autrement elle serait vidée de tout contenu. Mais cette autonomie suppose à son

— enfin on voit apparaître de la part des entreprises autogérées toute une série de *comportements typiquement capitalistes*: accaparement et stockage temporaires, pour spéculer sur les prix, concurrence déloyale, ententes et cartels, pratiques de monopoles, etc.

Mais, dira-t-on, ceci est le prix à payer pour un régime qui concilie l'efficacité avec la démocratie ouvrière. L'efficacité, au moins au sens capitaliste du terme, est certaine, puisque le taux de croissance est très élevé; mais qu'en est-il de la démocratie ouvrière?

— enfin cette même catégorie colonise le *système d'enseignement*, et en particulier les universités. En 1957-58, les enfants de travailleurs manuels formaient 45 % des étudiants. Mais aujourd'hui leur nombre en valeur absolue est resté le même, tandis que le nombre total des étudiants triplait: ils ne forment donc plus que 15 % des effectifs.

On peut donc parler pour les entreprises yougoslaves de coopératives ouvrières, à condition d'entendre par coopérative une institution de plus en plus semblable aux coopératives agricoles françaises décrites par Lambert.

La tendance à la reconstitution d'une nouvelle classe dirigeante explique la contradiction apparente qui existe en Yougoslavie entre l'autogestion à la base et le caractère centralisé et autoritaire du pouvoir politique au sommet. La nouvelle classe ne peut espérer s'assurer directement la propriété des moyens de production: la résistance ouvrière serait trop vive, mais elle peut espérer en disposer en colonisant l'appareil d'Etat qui en est le propriétaire en titre. C'est pourquoi elle envahit le parti, et renforce le monopole qu'il exerce sur l'Etat et sur la vie politique au-delà des cellules de base de l'autogestion.

Ce processus s'accompagne d'une *renaissance de la lutte des classes*, et en particulier des grèves. En 1965, il y a eu 273 grèves impliquant 11.000 ouvriers. Dans la moitié des cas, les grèves opposent les ouvriers au directeur, dans 30 % des cas à l'Etat. Dans tous les cas seuls les ouvriers se sont mis en grève; employés, cadres et techniciens sont restés passifs. On peut noter aussi que les syndicats tendent à reconquérir peu à peu leur indépendance vis-à-vis de l'Etat.

— décisions de façon séparée et indépendante. Il ne reste donc plus qu'à les opérer après coup une fois la production achevée, en confrontant les divers produits sur un marché, où les entreprises à faible prix de revient l'emportent, tandis que celles dont le rendement est mauvais sont éliminées, avec tous les gaspillages que cela implique.

Est-ce à dire que planification et démocratie ouvrière à la base sont incompatibles? Il n'en est rien. La démocratie dans la production peut prendre d'autres voies :

— la *liquidation progressive de la hiérarchie*;

— la *remise en cause du cadre de l'entreprise*. Tant que celui-ci est conservé, les décisions du plan, élaboré par la collectivité nationale,

sont imposées à l'entreprise du dehors et d'en haut, par l'Etat; le producteur et le citoyen restent séparés. La solution de cette contradiction est à chercher dans une *organisation sociale où la même collectivité serait à la fois la cellule de base de la production et la cellule de base de l'organisation (c'est-à-dire de la démocratie) politique*;

— ceci impliquerait une *modification de la conception du plan*, qui deviendrait l'harmonisation des projets élaborés par les cellules de base;

— enfin les grands choix, orientant à long terme l'économie nationale, doivent être pris au sein du Parti, qui ne peut s'en désintéresser, mais au sein d'un *parti de type nouveau*, qui associe les masses à ses débats et soumet son activité au contrôle et à la critique des masses.

Vous qui ne voulez pas que vos vacances soient une simple marchandise.

Adhérez et partez avec

DÉCOUVERTE ET CULTURE

Pour des séjours ou circuits qui prévoient des contacts avec des responsables politiques et syndicaux, des collectifs ouvriers, paysans, jeunes...

Pour connaître les joies de la liberté et de la détente en groupe.

Pâques et été

Randonnées à cheval en Provence et Haute-Provence, à partir de 550 F.

Été en Tchécoslovaquie

945 F tout compris (transport train couchettes).

Prague, Bratislava, Brno, Zivohost.

Visites de coopératives agricoles, de centres viticoles, usines... Rencontres, discussions...

Partez en Albanie, Algérie, Chili, Cuba, Mali, Palestine, Pérou, Roumanie, Sénégal, Suède, Tchécoslovaquie, Yougoslavie.



DÉCOUVERTE ET CULTURE

94, rue N.-D.-des-Champs. Tél. 325.00.09.

Demandez notre brochure détaillée.

Répression anti-communiste en Tchécoslovaquie

Claude Vancour

Quatre cents interpellations en janvier, un journaliste, J. Lederer, condamné à deux ans de prison le 3 février, une trentaine d'ex-responsables du parti emprisonnés à la même date et pour lesquels une instruction judiciaire est ouverte.

En Tchécoslovaquie la répression est entrée dans une nouvelle étape. Après avoir attaqué verbalement d'ailleurs plus que physiquement, car les premiers intéressés sont à l'étranger pour la plupart, les membres de la tendance libérale de l'ancienne direction dubcekienne du parti communiste, la direction illégale Husák-Bilák s'en prend à la gauche du parti responsable de son redressement idéologique et du mouvement puissant vers les conseils de travailleurs qui en 1968-69 touchaient, surtout en Bohême-Moravie, près de 50 % des entreprises. Le premier coup d'essai a été le procès des membres du parti révolutionnaire socialiste tchécoslovaque dont neuf membres sont emprisonnés pour des peines allant de 1 à 4 ans de prison. Des suites de son emprisonnement, l'un d'eux, J. Frolik a perdu l'usage de ses yeux.

« Cours nouveau »

Or voici que les « collabos » lancent une nouvelle campagne contre les militants de gauche qui, pour leur malheur mais pour leur honneur aussi, sont restés pour la plupart dans le pays. Dans son avant-dernier numéro « *Tribuna* », « hebdomadaire pour l'idéologie et la politique », organe officiel de la clique Husák-Bilák-Tchevonenko (ambassadeur de l'U.R.S.S.) a publié un éditorial dénonçant les « lacunes » de la normalisation à savoir que les représentants du mouvement de 1968 (dits « rénovateurs » entre guillemets) « ont toujours refusé de faire leur autocritique » et qu'ils jouissent encore (pour cela ?) d'un « appui auprès d'une partie de la population » égarée. C'est un appel direct à la répression, relayé par des articles dans toute la presse normalisée qui dénoncent les hommes de 1968. Ceci au nom de deux campagnes l'une ancienne, contre le sionisme, l'autre nouvelle mais basée sur les mêmes arguments racistes, celle contre le « petit judas Bronstein-Trotsky. »

Nous verrons comment le P.C.F., rassuré et rassurant, est directement complice de ces manœuvres.

Lois d'un type nouveau

Roland Leroy et Paul Courtieu, responsables du P.C.F. ont rapporté

de Prague une déclaration de Husák affirmant qu'il n'y a et qu'il n'y aura aucun procès, aucune arrestation pour des faits politiques remontant aux années 1968 et 1969. Le P.C.F. en conclut avec lui : « Le temps des procès échafaudés et préfabriqués est définitivement révolu ». Cependant Husák y ajoute une clause de sauvegarde très importante : il ne s'agit pas pour autant « de tolérer la violation des lois tchécoslovaques ». C'est précisément par ce biais que la répression est amorcée aujourd'hui. En effet le pouvoir collabo a promulgué, le lendemain des manifestations du 21 août 1969 où 13 personnes ont été assassinées par ces bandes armées protégées par l'occupant soviétique, un arrêté qui prévoit des peines de prison pour, par exemple, entrave à la bonne marche d'un service public (art. 97), incitation à la révolte (art. 100), outrage à la République (art. 102), à ses représentants (art. 103), à un Etat du système socialiste (art. 104). De plus, il prévoit le licenciement sans préavis « de ceux qui portent atteinte à l'ordre social socialiste. » Ce qui est grave dans les pays staliniens où le fait d'être sans travail est un acte illégal de « parasitisme social » sanctionné par des peines de prison. Quant aux juges, le procureur-bourreau des procès des années cinquante, le sinistre Urválek, est de nouveau en fonction. Ses collègues, toujours au titre de l'arrêté du 22 août, sont directement nommés par les plus hautes instances de chaque République (élues à 99,8 %) et non plus élus par leurs pairs ou assistés par un juge du peuple. De plus ils ne sont pas inamovibles.

Procès actuels et prévus

Au titre de cet arrêté Jiri Lederer, jadis journaliste à *Listry* (organe des écrivains) et à « *Reporter* » (hebdomadaire de la gauche du parti) a été condamné pour outrage à Gomulka, « outrage » émis en avril 1968 et sanctionné en février 1972 alors que Gomulka est attaqué tous les jours en Pologne par les amis de Husák.

Des militants de gauche qui ont impulsé la rénovation démocratique de 1968 sont actuellement sous les verrous ou en garde à vue : c'est Karel Kosik, ex-membre du C.C. du P.C.T., Milan Huebl, ex-recteur de l'école supérieure du parti, Jiri Littera, ex-secrétaire du Comité du Parti de Prague, Rudolf Slansky, fils de l'ex-secrétaire général pendu en 1952 et lui-même militant ouvrier aux usines métallurgiques C K D de Prague et promoteur des conseils, c'est Karel Kaplan et Karel Bar-

tóšek, historiens de l'Institut d'Histoire du Parti et responsables communistes, qui ont dénoncé le mécanisme des procès des années cinquante et défendu les conseils, les journalistes engagés Vladimir Nepras et Karel Kynch, le fils du membre du B.P. pendu en 1952, O. Sling, le joueur d'échecs L. Pachman, etc.

Nous sommes en mesure d'affirmer que le prochain procès, en cours d'instruction, est prévu pour la rentrée de Pâques. Il risque de frapper le « groupe de Brno », accusé de constituer un « réseau illégal » tombant sous le coup de l'arrêté précité et d'avoir voulu saboter les élections. Ceci concerne entre autres Jaroslav Sabata, ex-responsable du parti pour la Moravie, J. Miller, ex-dirigeant de l'Union des Etudiants, l'historien Jan Tisar, le sociologue Rudolf Battek, le pasteur Jaroslav Das ainsi que d'autres protestants.

De plus après Pâques une trentaine de chercheurs de l'Académie des Sciences vont être licenciés et Hrbek, déjà ministre de l'Education et auteur d'un sinistre questionnaire organisant la délation, sera promu à la Présidence de l'Académie des Sciences où le rejoindront plusieurs officiers de la S.N.B. (« Sécurité d'Etat ») au titre de spécialistes en ... criminologie.

Les campagnes antisémites

Cette escalade de répression a été préparée par plusieurs campagnes. C'est d'abord la vieille campagne antisioniste lancée dès 1970 par la traduction d'ouvrages soviétiques. Une brochure de Iouri Ivanov, munie d'une postface du célèbre antisémite Evgenii Evseev, paru d'abord en feuillets dans sept numéros de *Nárochni Vytory*, organe central et administratif des conseils municipaux du pays. Puis elle fut publiée à part. A la page 139 on y dénonce le noyautage dans tous les pays, des « organes centraux de la presse... de la radiodiffusion... du cinéma et de la télévision » par les sionistes. Ivanov n'est pas sans rappeler le ton des pires pamphlets racistes du type du Protocole des Sages de Sion quand il ajoute : « Dans la situation actuelle, ils (les Juifs) ont réussi à exercer sur la société des goys (non-juifs en hébreu) un tel contrôle que cette société ne voit le monde qu'à travers les lunettes colorées qu'ils lui ont mis sur les yeux. » On cite en exemple au titre du complot sioniste tous les communistes tchécoslovaques de 1968 aux noms allemands ou juifs tel E. Goldstücker « intrigant et provocateur extraordinairement expérimenté » et on fournit comme

preuve son aveu de « sionisme » extorqué sous la torture en 1952 ! On dénonce l'action des sionistes parmi les jeunes où ils veulent susciter « les provocations et exhibitions de hooligans (« voyous » à Moscou... et à Gdansk) parmi les jeunes non Juifs et exciter les uns contre les autres les Tchèques et les Slovaques ». L'organe du P.C. slovaque, la *Pravda* est cité en annexe (p. 162) pour le passage suivant : « Nous ne jugeons personne d'après son appartenance nationale ou raciale, comme le fait le professeur Katz. Nous jugeons chacun selon ses positions sociales et politiques. Nous savons qu'en plus de Frantisek Kriegel, Eduard Goldstücker, Ota Sik, Zdeněk Mlynár (N.D.L.R. : la Sécurité soviétique découvrit en août 1968 que ce secrétaire du P.C.T. avait une grand-mère juive ce que ce dernier ignorait), Antonin Liehm et d'autres il y eut Josef Smrkovsky, Frantisek Vodslon, Frantisek Pavlicek, Rudolf Pacovsky, Joseph Pachman, etc). Ces gens sont les membres d'un « groupe opportuniste de droite » ou « club sioniste » dirigé par F. Kriegel (ancien Président du Front National) et le diplomate israélien Zucker qui, en fait, n'était même pas à Prague en 1968-69 car les relations diplomatiques étaient rompues. Ces individus, affirme la *Pravda* de Bratislava, organisaient « une contre-révolution rampante » par un « complot sioniste ».

Cette campagne se développe aujourd'hui à la fois en U.R.S.S. et à Prague comme en témoigne la reproduction intégrale dans « *Tvorba* » l'hebdomadaire (normalisé) pour la politique, la science et la culture » (26 janvier 1972, p. 5) l'article de V. Bol'sakov paru dans la *Pravda* de Moscou le 16 janvier 1972 et intitulé « le sionisme sous le drapeau de l'anticommunisme ». On y apprend qu'un « comité de coordination de l'agence juive » organise de Jérusalem la « résistance clandestine sioniste en U.R.S.S. » en particulier auprès des jeunes d'origine juive. »

A l'Ouest on va jusqu'à « ériger des monuments pour les juifs tués par les nazis et ce, dans un but qui est toujours antisoviétique ». Ses instructions » ordonnent de « développer la campagne auprès des non-Juifs et surtout auprès des hommes d'Etat, des politiciens et des journalistes ». On cite en exemple l'action des parlementaires britanniques de l'Assemblée de Strasbourg en l'expliquant par le fait que « nombre d'entre eux sont des Juifs ». Non pas d'origine » ou « de religion » juive ni même « sionistes » non : juifs, tout

PRAHA
21. VIII.
1968 +



simplement. L'article se termine de façon on ne peut plus claire : empêchons la « pénétration des sionistes dans les structures de la société socialiste » et en particulier « dans les pays socialistes où ils se cherchent des alliés. »

Mais le fait le plus scandaleux c'est que le P.C.F. participe à cette campagne de délation organisée : A. Gisselbrecht enseignant à la faculté de Vincennes, important responsable sur le « front culturel », rédacteur à la Nouvelle Critique, vient de choisir ce moment pour faire republier en supplément à ce même hebdo « Tvorba » un article intitulé « Le sionisme et Israël ». Cet article qui, à l'origine, n'était pas directement raciste ou délateur, prend ici un sens différent et clair, s'insérant dans une campagne hystérique et anticommuniste : les « collabos » de Prague ont fait précéder le texte (2 février 1972, pp. 1-8) d'une introduction signée « la rédaction » qui conclut (introduit) ainsi : « Nous ne doutons pas que malgré certaines rares imprécisions, cet article est assez important pour intéresser par son sérieux et son opportunité la masse de nos lecteurs. Et enfin il l'est aussi parce que dans notre pays subsistent en de nombreux endroits toute une série de faits peu clairs hérités d'une actualité récente et qu'on sait aujourd'hui que certains auteurs ont essayé de cacher ce qui a toujours été très clair ». M. Gisselbrecht vient donc hurler avec les loups, en complice de marque. Fort bien, il choisit son camp, en face et contre la résistance communiste tchécoslovaque. Mais qu'il sache que cet exploit qu'on claironne à Prague et qu'il tait à Paris ne sera pas passé sous silence. Tous les démocrates et progressistes fran-

çais sont en droit d'être informés de la façon dont on utilise le crédit de l'opinion communiste intellectuelle française (il est vrai « en désaccord » et non plus « réprouvant » l'occupation de la Tchécoslovaquie. Cf. Humanité des 12 et 14 février 1972) dans la presse collabo de ce pays bâillonné et désinformé : Gisselbrecht qui sert de collabo aux collabos est le témoin à charge des futurs procès ; sa responsabilité devant le mouvement ouvrier international est écrasante.

Le petit judas Bronstein-Trotsky

Dans « Tribuna » du 19 janvier 1972 on annonce en première page un article de tête intitulé « Où ont-ils été chercher leurs maîtres ! » avec en sous-titre : « ce n'est pas un hasard si en 1968 on pouvait lire dans les Literarni Listy l'article du falsificateur de l'histoire Isaac Deutscher, intitulé « La Révolution inachevée ». En effet sur toute la page huit on peut lire un article signé du pseudonyme Josef Skála (bien que recevant la moitié d'un salaire mensuel moyen par article, les idéologues collabos n'ont pas grand courage) que Trotsky fut une des armes « de l'arsenal idéologique du socialisme au visage humain ».

La première partie s'intitule *Les petits judas* et elle commence ainsi : Lev Davidovitch Bronstein-Trotsky fut pendant trente ans l'aimant de toutes les forces d'opposition antiléninistes dans le parti (russe) et agent des intérêts de l'ennemi de classe. C'est exactement la même terminologie qu'aux temps des procès des années trente et cinquante. On y apprend que Trotsky fut pour la destruction de la révolution russe,

contre le centralisme démocratique, pour l'ouverture du parti aux opportunistes. Comme seule preuve l'auteur affirme que Lénine a appelé Trotsky « petit judas » et lui a reproché de « soutenir les liquidateurs ». C'est là une grossière contre-vérité : Lénine, à la différence des collabos de Prague n'était pas antisémite. Il a, dans la polémique, traité Trotsky de Ioudochka pour son refus de l'exclusion des mentchéviks (traités de liquidateurs pour leur opposition au parti clandestin après 1905) du parti social-démocrate de Russie, entérinée à la Conférence de Prague de 1912. Or il s'agit de Ioudochka Golovlev, héros central du livre, de Saltykov - Tchchédrine (le Zola russe) intitulé « La famille Golovlev » : C'est un immoraliste du type des héros dostoïevskiens tels Raskolnikov ou Smerdiakov. Il est impensable que notre journaliste « léniniste » ignore cet auteur que Lénine préférait entre tous (avec Tolstoï) et dont le livre est cité dans tous les manuels scolaires d'U.R.S.S. et du « camp socialiste ». Il doit savoir aussi que ces écrits de 1913 (cf. Œuvres Complètes, en français, tome 20) attaquent également Jean Jaurès et Rosa Luxemburg qui s'opposèrent également à Lénine sur cette question bien particulière.

Mais il ne s'agit pas d'histoire lointaine : on allie ici à la campagne antisioniste - antisémite la campagne contre la gauche et les libéraux de 1968. Trotsky a voulu faire un « second centre » dans le parti : « nous connaissons cela d'après les agissements du comité de Prague du P.C.F. en 1968 » ; le trotskyste Ossovsky voulait faire un nouveau parti en 1926 : les « renégats » actuels s'y emploient aussi. Trotsky

l'expliquait par la bureaucratie : qu'on fait d'autre « les représentants de la direction de notre parti au printemps 1968 » ? Bronstein - Trotsky voulait isoler le parti de la paysannerie et de ses alliés : « nos droitiers voulurent... rétablir la petite propriété privée à la campagne et... opposer une élite intellectuelle à l'intelligentsia laborieuse ».

Ceci justifie l'emprisonnement récent des responsables du P.C.T. Quant aux intellectuels emprisonnés, ils ont « recopié des citations tronquées (!! sic) en se donnant un air de « marxistes créateurs ». De plus ils ont, comme leur maître, attaqué Staline « choisi par Lénine même et qui a su dépasser ses petites erreurs provisoires » alors que les droitiers l'ont attaqué sournoisement » en particulier pour sa politique des nationalités », politique léniniste parce que débutant en 1922 et que Lénine était alors en vie. Dans le coma, ajouterions-nous « sournoisement », ce qui n'empêcha pas Lénine de dénoncer cette politique en Georgie et ailleurs (N.D.L.R. : en 1922, tome 36, des œuvres complètes, pp. 608-623). La preuve « flagrante » de ces agissements antiléninistes au sujet de Staline nous est offerte : c'est une longue citation de l'aveu autocritique de Kamenèv « parent de Trotsky et membre de la même « opposition nouvelle antiparti » extorqué (N.D.L.R. par le bourreau Jagoda) le 9 juin 1930.

On ajoute que Sik (N.D.L.R. d'origine juive, comme par hasard) était dans son goût pour les investissements occidentaux un émule de Trotsky : on passe ainsi du « petit judas » aux « petits judas ». On cite encore le libéral Ivan Sviták qui, de New York, s'est toujours dit non marxiste. □

Bruno Trentin :

"Nous faisons un pari sur les OS comme force d'avant-garde"

Il y a quinze jours, « T.S. » donnait la parole aux camarades du Manifesto. Ils ont tenté d'expliquer quelle pouvait être la stratégie d'un parti politique comme le leur dans la situation italienne.

Aujourd'hui, c'est un des principaux leaders syndicaux italiens, Bruno Trentin, qui s'exprime. B. Trentin est secrétaire général de la F.I.O.M., c'est-à-dire du syndicat des métallos affilié à la C.G.I.L. (la C.G.T. italienne). A l'heure où se pose la question de l'unité des organisations syndicales italiennes et au moment où les problèmes de stratégie syndicale sont très présents aux débats du mouvement ouvrier, ces positions de Trentin nous ont paru particulièrement intéressantes.

BRUNO TRENTIN. — Ce qui est le plus important dans la situation actuelle est le maintien de la lutte sociale à un haut niveau. Or, ce maintien dépend beaucoup de la capacité des syndicats à modifier leurs structures.

T.S. — Pour nous, Français, le sommet des luttes italiennes a été « l'automne chaud » de 1969. Quelles leçons en avez-vous tiré ?

L'automne chaud était gagné dès son début

B.T. — Il y a trois remarques essentielles à faire. La première est que les années 67-68 ont été finalement plus importantes que l'année 69 car elles ont été une période d'organisation des luttes. C'est à ce moment-là que la contestation ouvrière a mené à la mise en place de délégués d'ateliers. Par rapport à cela, 1969 n'a été qu'une « parade militaire ». Dès juillet 1969, une fois la plateforme revendicative mise au point par des votes à bulletins secrets, (auxquels ont participé près de 350.000 travailleurs à l'initiative des trois organisations syndicales), la partie était gagnée : l'automne chaud avait son succès assuré.

La seconde remarque est qu'il y a eu une ébauche de nouvelle forme de démocratie ouvrière. Ainsi, dès 1968, les revendications sont élaborées par des assemblées ouvrières qui se créent de fait. Il faut aussi souligner la nouveauté des grèves « articulées ». Il s'agit de grèves courtes, d'une demi-heure par exemple, que l'on peut renouveler plusieurs fois par jour. C'est très difficile à organiser car il faut tenir tête au chef d'atelier. Mais c'est très ef-

ficace car les ouvriers ne rentrent pas chez eux et cela permet de tenir des assemblées.

Des délégués par chaînes

Par exemple, en octobre 1969, à la suite d'une rupture de négociation salariale, FIAT a licencié cent ouvriers dont une trentaine d'extrémistes qui avaient cassé des voitures sur la chaîne. Aussitôt, les syndicats ont suspendu les négociations dans toute la métallurgie italienne et nous avons mené un mouvement de grèves articulées. Au début, FIAT a accepté de réintégrer les soixante-dix. Mais le syndicat a tenu bon pour tous et FIAT a dû céder sur les trente autres. Il y a eu là une véritable grève presse-bouton avec une mobilisation extraordinaire. C'est le résultat de relations très puissantes entre le mouvement de masse et son organisation.

La troisième remarque à faire sur l'automne chaud, c'est la naissance de délégués par chaînes. Ces délégués sont chargés de contrôler et contester les cadences. Ils sont un embryon du mouvement des conseils d'usine. Cependant, les délégués n'ont pas été imposés par la base mais choisis par les syndicats, avec mission d'être un instrument de contrôle au service des travailleurs.

T.S. — Lorsque vous avez signé des accords d'entreprise, avez-vous pris l'engagement de ne pas les remettre en cause ?

B.T. — Oui. Mais cela ne veut pas dire que l'on ne peut pas poser d'autres revendications. Si rien n'était vraiment changé dans l'usine par le patron, alors les syndicats ne remettraient pas en cause les accords ; mais comme tout est toujours modifié par le patron, il n'est pas question pour les syndicats de lier les négociations à ce qui se passera après.

T.S. — Ce mouvement d'organisation de la contestation en termes de



pouvoir correspond en fait à un projet politique. Comment se situe-t-il par rapport aux partis ?

B.T. — Depuis cette période, le mythe du syndicalisme est surmonté. Les relations avec les partis sont devenues plus claires. Les syndicalistes ont vécu une véritable libération par rapport aux partis. Aujourd'hui le syndicat n'est plus l'organisation de masse d'un parti politique ; c'est un mouvement de l'organisation de la classe. Mais la gestation a été douloureuse !

T.S. — Quel rapport existe-t-il entre les conseils d'usine et les syndicats ?

B.T. — L'an dernier, notre mot d'ordre a été de mettre partout en place des conseils d'usine. Il n'y a pas de candidatures des syndicats : le syndicat reconnaît dans le conseil d'usine sa structure de base. Les sections syndicales sont dissoutes depuis 1970. D'abord dans la métallurgie, puis peut-être dans le textile, le bâtiment, la chimie.

Les salariés continuent de se syndiquer et dans les congrès, ce sont encore les syndiqués qui votent. Mais on peut parfaitement participer à un conseil d'usine sans être syndiqué ; et pour moi, le conseil, c'est le syndicat dans l'usine. Par rapport à l'unité syndicale, nous essayons de faire autre chose que les embrassades dans un congrès unanime.

Ce qui est important, c'est que le mouvement a été lancé après une analyse sociologique poussée. Au fond, il s'agit d'un pari sur les O.S. comme force d'avant-garde. En Italie, ils représentent 40 % de la classe ouvrière. C'est une force explosive car comprenant beaucoup de travailleurs très jeunes, souvent déracinés d'un milieu paysan.

T.S. — En France, le modèle des O.S. est assez unanimiste et fait peu référence à un désir de responsabili-

té. En outre, une grande partie d'entre eux sont des travailleurs immigrés. En Italie, vous semblez imposer un modèle autogestionnaire à des travailleurs qui n'y sont pas préparés.

B.T. — Autogestionnaire dans les luttes, oui. Mais pas du tout autogestion de l'entreprise en économie capitaliste.

En Italie, il faut compter avec la forte élévation du niveau culturel moyen en même temps qu'avec une déqualification massive chez les jeunes. Le manœuvre d'aujourd'hui est plus cultivé que l'ouvrier qualifié d'autrefois.

La question de la hiérarchie des salaires

Sur le problème des alliances avec d'autres catégories de travailleurs, je suis minoritaire dans mon syndicat. Celui-ci pense qu'il faut faire l'unité politique avec les autres forces, les travailleurs les plus dépossédés comme les techniciens. Mon syndicat conteste le système de qualification, ce qui est juste, en niant le problème par la revendication de l'augmentation salariale égale pour tous. Or, je pense que cet égalitarisme sert le patron, car il lui permet d'avoir des salaires qui ne sont pas négociés par le syndicat.

Je crois pour ma part que la bonne solution est un système de qualification qui annule toutes les différences non professionnelles. C'est-à-dire qu'il y aurait une échelle de qualification identique à l'intérieur des trois catégories : ouvriers-employés-techniciens, et c'est en fonction de cette échelle que chacun progresserait à l'intérieur de sa catégorie. Cela donnerait une autre dimension à la formation permanente !

Interview réalisée par M. Rocard, B. Salgues, F. Soulage.